

La Révolution Prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro:

Lettre d'Iran

Jafar Azimzadeh



Lucien Bourgeois ou le refus de parvenir

J.-K. Paulhan



Alain Testart

(1945-2013)

Un évolutionniste au pays des anthropologues

C. Darmangeat



Globalisations, mondialisations, mondialités

J. Demorgon



Lettre d'Amérique

Le paysage électoral aux États-Unis

D. Ball

La Révolution Prolétarienne
Directeur Stéphane JULIEN
6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Éditée par :
Les Amis de la Révolution Prolétarienne
Trimestriel.

Abonnement : 23 euros
Commission paritaire n° 0321 G 87832

Non à la « loi Travail »

Il est loin le temps des belles phrases sur le dialogue social quand le gouvernement utilise l'article 49.3 pour imposer une réforme du Code du travail. Mais plutôt que d'ironiser, regardons l'état de nos forces. Dans une première phase, le rapport de forces dans la rue a été insuffisant pour faire reculer le gouvernement sur la « loi Travail ». Certes, il y a des facteurs objectifs : la crainte du chômage, la précarité, l'atomisation, voire la dépolitisation des salariés du privé, premiers concernés ; il y a aussi et surtout la difficulté classique des mouvements nationaux avec des calendriers en « journées d'action » plutôt que des grèves reconductibles. Il y a pourtant deux confédérations, CGT et FO, qui sont déterminées, plus que parfois dans le passé. Dans une deuxième phase, les grèves « bloquantes » par vagues semblent plus efficaces.

En pleine lutte sociale, le secrétaire général de la CFDT a choisi de défendre le projet de loi, expliquant que sa centrale est habituée aux négociations. C'est oublier le nombre d'entreprises où il n'y a pas de syndicat, et les signatures contestées par la base syndicale. Le syndicat parisien du commerce (SCID) a ainsi voté (à 95,7 %) sa désaffiliation de la CFDT, en janvier dernier, suite à des divergences sur le travail du dimanche.

L'enjeu est important. Ce n'est pas seulement un nouveau recul des acquis sociaux qui s'ajouterait à de nombreux autres, ce sont les conditions du rapport employeurs-salariés qui évolueraient dans les entreprises. La division syndicale jouerait dans ce nouveau contexte un rôle de plus en plus critique, aurait des conséquences de plus en plus aiguës. Dès lors que les accords d'entreprises pourraient être moins avantageux que les accords de branches, il ne serait pas si difficile au patronat d'imposer des régressions pseudo-contractuelles en instrumentalisant cette division et en faisant du chantage aux licenciements.

Prix : 5,8 euros

Stéphane JULIEN

Lettre d'Iran

Courrier du syndicaliste iranien Jafar Azimzadeh, président du Syndicat indépendant des travailleurs de l'Iran (*Free Union of Workers of Iran*), condamné à 6 ans de prison pour son activité syndicale.

Aux organisations syndicales françaises
avec mes salutations les plus chaleureuses,

J'ai reçu votre lettre de solidarité et l'expression de votre sentiment de responsabilité humaine et votre solidarité de classe, alors que je suivais les nouvelles du huitième jour de mobilisations dures et critiques des travailleurs français contre les attaques aux droits des travailleurs prévues dans la réforme du code du travail.

Camarades et amis, savez-vous que nous, travailleurs iraniens, en raison de la privation de nos droits syndicaux et sociaux les plus élémentaires et de la répression sévère qui s'abat sur nous, ne pouvons jamais avoir recours comme vous à la contestation dans les rues et à la grève générale? Savez-vous que les atteintes aux droits des travailleurs que le gouvernement français tente en ce moment d'imposer par ses réformes ont été imposées il y a 27 ans aux lois du travail en Iran et qu'au cours de cette période, près de la totalité des travailleurs iraniens se sont vus forcés d'accepter des contrats temporaires de trois mois, d'un mois ou de durée indéterminée, avec des salaires quotidiens correspondant à 800 g de viande, voire moins? De plus, sous ces conditions de quasi-esclavage, plusieurs sont forcés de travailler jusqu'à 18 heures quotidiennement pour pouvoir survivre et la journée de travail de 12 heures est devenue la norme en Iran.

Vous savez sûrement qu'en Iran, lorsque des gens comme mes camarades et moi amassons, pacifiquement, près de quarante mille signatures s'opposant à ces conditions de travail, lorsque nous demandons l'augmentation des salaires, et même lorsque nous dénonçons le dépouillement à la hauteur d'un milliard de dollars des caisses de sécurité sociale relative aux travailleurs, d'ailleurs confirmé par les documents officiels de l'assemblée nationale, nous nous retrouvons accusés d'attenter à la sécurité nationale et condamnés à six ans de prison. Lorsque des travailleurs cherchant à récupérer plusieurs mois de salaires impayés ont recours même aux plus petites mobilisations qui ne s'étendent pas au delà

de leurs lieux de travail, ils se retrouvent face à des convocations et menaces des tribunaux, puis à des arrestations et des condamnations sévères pour accusations liées à la sécurité nationale.

Vous êtes sûrement au courant que des droits aussi fondamentaux que les rassemblements, les grèves et les manifestations ainsi que l'organisation syndicale, sont en Iran brutalement piétinés, que les représentants et militants de ces mouvements écoperont de peines de longue durée - de 5 à 14 ans -, et ainsi de suite.

Camarades, la classe ouvrière française, depuis sa naissance jusqu'aux événements actuels en passant par la Commune de Paris, a mené une lutte sévère et ardue, avec ses hauts et ses bas, mais le prix à payer pour la résistance ne l'a guère freinée dans sa lutte. En Iran, nous combattons le même mal et payons le fort prix pour l'obtention de nos droits et l'avancement de notre cause commune. La grève de la faim que j'ai entreprise s'inscrit dans cette perspective. Nous avons, avec mon camarade et compagnon de prison Esmail Abdi, entrepris cette grève depuis le 1^{er} mai. Nous protestons contre l'interdiction de créer des organisations syndicales indépendantes du gouvernement, nous insurgeons de n'avoir le droit de célébrer librement la journée internationale des travailleurs et des enseignants, nous nous indignons des salaires de misère qui ne permettent même pas de s'élever au dessus du seuil de pauvreté, nous dénonçons le manque de transparence de l'OIT et son inaction face aux entorses aux droits fondamentaux des travailleurs et enseignants en Iran et, finalement, nous réclamons la fin de la judiciarisation des luttes ouvrières et de la criminalisation de tout élan de protestation en Iran.

Je vous remercie grandement pour votre lettre de solidarité, je vous envoie une poignée de main chaleureuse et, alors que je termine cette vingt-cinquième journée de ma grève de la faim, j'énonce ma solidarité avec les mobilisations des travailleurs français contre les réformes malvenues imposées au code du travail. En insistant sur une solidarité internationale de classe plus étendue et plus profonde, j'attends de vous que vous portiez aussi notre voix, nous travailleurs iraniens, à la conférence Internationale du Travail de l'OIT.

Solidairement,

Jafar AZIMZADEH

– aile 8 de la prison d'Évine – 23 mai 2016.

Lucien Bourgeois ou le refus de parvenir

Non, Lucien Bourgeois n'a pas été un écrivain maudit, il eût souri de l'épithète, parfois galvaudée par des spécialistes trop zélés (qui espèrent retenir quelques paillettes de la gloire volée à d'autres ?). Reconnu, estimé par Jean Guéhenno, Charles Ferdinand Ramuz, Louis Guilloux, Henry Poulaille, Jean-Richard Bloch, Édouard Peisson, c'est un frère de Georges David, l'horloger de Mirebeau (Poitou). Ou plutôt un cousin, banlieusard puis parisien, appartenant au monde ouvrier et non à celui de l'artisanat. Ce qui les unit surtout, c'est une même façon d'embarrasser les esprits dits organisés, de se dérober aux classements, de ne tenir dans aucune de nos cases habituelles ; une solidarité sans faille avec le peuple d'où ils viennent, qu'ils connaissent trop bien pour l'encenser ; l'inconfort des transfuges qui vivent à la marge de deux mondes ; le refus de la réussite sociale qu'ils méprisent.

Lucien Bourgeois, né en 1882, « ouvrier similiste-retoucheur-imprimeur » ou photgraveur, doit renoncer à son métier en 1924 car sa vue s'est beaucoup dégradée. Il devient concierge, chauffagiste (à l'époque où il faut mettre en marche les poêles à partir de cinq heures du matin), homme à tout faire dans une usine, puis magasinier et « teneur de livres » dans une caisse de sécurité sociale jusqu'à sa mort, en 1947. Mais il aura été aussi, selon Jean Siquier « apprenti cordonnier, employé au découpoir dans une fabrique de lampes, ramasseur de mouron, apprenti lithographe, secrétaire de Charles Guieyesse [les Universités Populaires], "planeur" chez un graveur de musique, nettoyeur de wagons, livreur [au temps des voitures à bras]... »

Les différentes variétés de la condition ouvrière, les métiers qui disparaissent (parfois très vite), ceux qui émergent (pour combien de temps ?), les tâches nécessaires mais qui ne relèvent même pas d'un métier reconnu, il connaît tout cela. Et il en parle avec talent, en mémorialiste de l'histoire industrielle et sociale de la fin du 19^e siècle, de la première moitié du 20^e siècle. Il n'est pas le seul. Ce qui a davantage retenu l'attention, peut-être, c'est la réflexion qu'il a engagée sur sa situation d'ouvrier-écrivain,

l'accomplissement qu'il en retirait, le refus absolu de « passer à l'ennemi », de devenir un bourgeois, avec une minuscule cette fois. C'est à ce titre qu'il suscite l'intérêt de Guéhenno, qui consacre à *L'Ascension* (Rieder, 1925) sa première note de lecture dans la *NRF* de Paulhan (octobre 1926), avant de l'évoquer dans *Caliban parle* (Grasset, 1928). C'est par Guéhenno que Michel Ragon découvrira Bourgeois. Si les débats sur la littérature prolétarienne nous semblent très lointains aujourd'hui, le refus de parvenir éveille un écho particulier chez Guéhenno, qui trouvera pour sa part une autre réponse à cette hantise de la trahison par rapport à ses origines ouvrières mais peut apprécier l'intransigeance de son aîné, dont il cite avec émotion les « simples et fortes paroles » : « *J'ai compris à la longue que le mieux que j'avais à faire, si j'étais susceptible de faire quelque chose de bon, était de rester moralement, et à tous les autres points de vue, avec ceux au milieu desquels le sort m'a fait naître.* »



Contre les évangélistes du peuple

La difficulté de l'accès aux livres, malgré l'aspiration à « entrer en liberté » grâce à eux, est familière à Guéhenno, qui l'a évoquée magnifiquement à propos de la bibliothèque de Fougères et de son sévère gardien. Le Britannique Richard Hoggart explique, quant à lui, l'intimidation inspirée par l'architecture victorienne, le hall et la banque d'accueil de la bibliothèque de sa ville natale : tout semblait dire au pauvre qu'il n'y était pas le bienvenu (33 *Newport Street. Autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, prés. et trad. C. et C. Grignon, Le Seuil/Gallimard, 1991). Pour Bourgeois, c'est encore une autre affaire : on ne prête pas de livres aux habitants des « garnis » (trop instables, trop peu fiables... ils peuvent disparaître d'un moment à l'autre en emportant tout) ; c'est grâce à un camarade un peu plus favorisé qu'il emprunte ses premiers volumes.

A la fin du 19^e siècle, les Universités Populaires ou ouvrières de Charles Guieyesse font monter un grand espoir collectif : de jeunes intellectuels ambitionnent d'aller au peuple et de lui apporter les

connaissances, la culture générale, l'éloquence qui lui manquent encore ; elles lui permettraient d'accéder à la vie de l'esprit, tout en se défendant plus efficacement. Bourgeois, qui a vécu de près l'expérience, en garde de mauvais souvenirs. Ces « *petits bourgeois, même socialistes* », pétris de bonne volonté autant que de bonne conscience et d'ignorance du public auquel ils s'adressent, ont une trop haute idée d'eux-mêmes ; ils sont incapables d'écouter et de chercher ce qui peut parler, servir à leurs auditeurs (qui ne sont pas juste des enfants vieillissants). Il revient sur cet échec dans *Midi à XIV heures* (1933), où il évoque, sans acrimonie, avec une discrète sympathie même, sans complaisance non plus, tel étudiant protestant, socialiste révolutionnaire, « pasteur-ouvrier » ou « établi » avant l'heure : « *je raconterais bien comment notre camarade étudiant – étudiant en théologie – se fit ouvrier pour comprendre notre vie, mais cela serait de l'anticipation pour vous et de l'invéraisemblance pour beaucoup de gens.* »

Autre illusion (popularisée depuis 1936, au moins chez les cinéphiles, par Jean Renoir dans *Le Crime de Monsieur Lange*), le système des coopératives comme moyen imparable de lutter contre le capitalisme et de rendre libres les ouvriers. Pour Bourgeois, qui a vécu de près la faillite d'une coopérative ouvrière, cette forme d'organisation suppose une immense vertu chez tous les coopérateurs, une solidarité totale allant jusqu'au sacrifice de leurs intérêts personnels. S'il s'agit d'adhérer au projet superficiellement, juste parce que l'on n'aime pas avoir de chef sur le dos, on court à l'échec. Et Bourgeois d'évoquer les traîtres, intelligents, travailleurs et cyniques, prenant leurs distances vis-à-vis des « torpilleurs de l'intérieur », partis à temps pour fonder un atelier modèle ; ils sont devenus « *des patrons plus durs et plus âpres que les autres au gain* », avec le soutien des banques et de « la profession ». L'on pense à Guéhenno relevant que parmi les patrons les plus dynamiques de Fougères (et rebelles à toute négociation) se trouvent d'anciens ouvriers.

« La grande lueur à l'Est »

Bourgeois, ni marxiste ni encarté au Parti communiste, chrétien, rappelle l'espérance représentée par l'URSS dans la classe ouvrière française, qui associe d'ailleurs dans l'entre-deux-guerres (et jusqu'aux années cinquante ?) socialisme soviétique et socialisme sioniste (kolkhozes et kibboutzim : même combat). L'ouvrier révolutionnaire Amédée rêve à « *La Nouvelle Russie, la Palestine ressuscitée des Juifs* », Jean, l'ouvrier imprimeur qui dévore tous les livres exalte ce qu'il « voit » sur les photos (qu'il sait non truquées) : « *Palais des Industries d'État de Kharkov, Stade Dynamo*

du Parc Pétrovski de Moscou, Hauts fourneaux de Nijni, futur Détroit, Barrage géant de Dnieprostroï ; la vie nouvelle naissait. (...) De l'immense pays qui devenait une immense coopérative, un espoir venait pour les hommes de sa classe. »

Au moment du Front Populaire, une nouvelle, « Le Discours de Marie » fait ressurgir devant nos yeux la célèbre photographie par Willy Ronis de la cégétiste Rose Zehner haranguant la foule (<https://blogpasblog.files.wordpress.com/2015/03/rose-zehner-par-willy-ronis.jpg>). Marie, qui n'a pas beaucoup parlé dans toute sa vie, après être restée des heures à la porte de l'entreprise pour y collecter nourriture et dons en argent pour soutenir la grève, se lance dans un immense, interminable, discours lyrique, dont les flots roulent de plus en plus tumultueux au fur et à mesure que s'approche une impossible (?) péroraison. Elle a eu le temps, en revoyant toutes les étapes de sa pauvre existence, à l'usine et en famille, de reprocher aux hommes, même socialistes convaincus, de traiter leurs femmes comme des esclaves. Et malgré le scepticisme des uns, les railleries ou l'incompréhension des autres – les pauvres n'aiment pas trop les chétifs qui se font rois, remarque Georges David à propos de Valère Chrétien, le héros de *La Parade* (1929) –, et les un peu moins pauvres ont très peur de perdre leurs petits avantages dans la mêlée – Marie continue sans désespérer, jusqu'à ce qu'une attaque l'interrompe : « *Elle ne connaissait que l'espérance qui venait de la brûler comme une torche ardente (...), l'espérance d'un temps meilleur pour les siens qui l'emmenaient, maintenant évanouie, raide comme une planche.* »

Au-delà de ces messages politiques, Bourgeois apparaît aujourd'hui comme un grand témoin de la condition ouvrière au début du 20^e siècle, y compris dans les détails très concrets qui se perdent souvent dans la « grande littérature » ou dans la « grande histoire ». Que la qualité de notre alimentation, l'organisation de notre logement, notre perception du chaud et du froid, notre accès à l'eau et à l'électricité, expliquent en partie notre rapport au monde est une évidence que l'artificialisation de nos existences fait oublier dans les sociétés riches.

Ménage des pauvres et « ubérisation » du travail

Dans *Midi à XIV heures*, Bourgeois nous rappelle l'immense, l'épuisante difficulté de tenir propre – la première condition de la dignité – un appartement exigu, que le chauffage pollue et salit en permanence : « *Le charbon de qualité inférieure se gonflait comme une éponge. Il moussait en brûlant, une écume pleine de gaz couleur de soufre et faisant une effroyable suie grasse qui tachait tout.* » Dans une étude sur « Ramuz et le peuple », il note aussi : « *Le ménage des pauvres*

est plus difficile à tenir que les autres. Tout y est tellement usé ! ». Poulaille, qui rendait souvent visite à Bourgeois perçoit bien l'enfer que peut devenir un appartement trop petit, surtout quand la solidarité familiale impose d'y recevoir souvent des hôtes de passage ; il explique par ces conditions difficiles la mauvaise humeur de Mme Bourgeois.

Notre écrivain est un observateur attentif des changements techniques qui réduisent brutalement un spécialiste qualifié, fier de ses compétences et pouvant les monnayer, à un sous-homme, que l'on garde par charité (mot qui ne s'emploie plus guère aujourd'hui) avant de l'éliminer : « *Un vieux comptable s'appliquait à bien écrire, calligraphiait à l'époque de la machine à écrire.* » Lui-même a vécu les transformations de l'imprimerie à son époque. Nos journaux sont remplis d'allusions à l'ubérisation de la société. Si on entend par ce terme la tendance des grandes entreprises à reporter sur leurs salariés leurs charges sociales, à refuser toute responsabilité en recourant massivement à la sous-traitance, il n'est pas inutile de reprendre nos classiques, et de relire dans *Les Cloches de Bâle* d'Aragon le récit de la grande grève des taxis de 1911 : « *En réponse à la taxe sur le benzol, les chauffeurs réclamaient des patrons, auxquels ils devaient chaque matin faire eux-mêmes l'avance de l'essence pour la journée, une augmentation de la retenue qu'ils gardaient sur la recette (...)* Mais le conflit de la taxe sur le benzol n'était que l'occasion d'une lutte déjà ouverte par le patronat. Celui-ci se battait depuis longtemps déjà pour faire triompher la thèse suivant laquelle **les chauffeurs n'étaient pas des salariés** : histoire d'éviter les inconvénients des lois sociales, qui le rendaient responsable des accidents. Et la loi des retraites ouvrières qui venait d'être votée



Gravure de DELATOUSCHE

[en avril 1910, applicable dès juillet 1911] rendait nécessaire pour le Consortium [alliance patronale entre G7, l'Urbaine, Métropole, la Compagnie française, grandes sociétés appuyées par les banques et les constructeurs automobiles] qui entendait s'y soustraire, de briser la combativité des chauffeurs, qui s'était récemment montrée dans une série d'escarmouches de mauvais augure. » (1934, Folio, 1972, VI, p. 314). Ou bien de redécouvrir, chez Bourgeois, la condition des nettoyeurs de wagons des compagnies de chemins de fer, à l'heure où leurs employés titulaires commençaient à obtenir quelques droits.

Avec ce système la compagnie s'en fout...

Je croyais que les Compagnies...

La Compagnie !... Mais on ne fait pas partie de la Compagnie. On n'est même pas auxiliaire, ma pauvre, c'est comme moi lorsque je déchargeais les wagons.

On appartient à un patron, celui-là n'a ni matériel, ni risques, c'est un loueur de chair humaine (...).

Avec ce système la compagnie s'en fout, c'est lui qui est responsable, mais il faut voir comment.

Il a quelques sous-ordres, une comptable, une revêche généralement, quelques chefs d'équipe à poigne, ce sont nos vrais chefs. Ils font ce qu'ils veulent, nous fichent dehors quand ça leur plaît, couchent avec les femmes qui trop souvent acceptent.

Midi à XIV heures, in Prolétariat, décembre 1933, p. 57

Ces lignes sont-elles si éloignés de l'expérience des femmes employées au nettoyage des ferries de la Manche, que nous décrit Florence Aubenas dans *Le Quai de Ouistreham* (L'Olivier, 2010) ?

Enfin, Bourgeois – et là encore il touche une corde très sensible chez Guéhenno – témoigne de la difficulté de vivre dans son milieu pour l'ouvrier qui ne se contente pas de sa condition, aspire à y échapper, sinon matériellement ou socialement, du moins par la réflexion, un militantisme ouvert, le mettant en contact avec des interlocuteurs différents. Le conflit qui oppose, dans *Midi à XIV heures*, les deux fils de Mme Dorinne, Jean, l'intellectuel, et Eugène, le couvreur, est celui qui blesse la plupart des êtres « en voyage », qu'ils changent de classe sociale, de quartier, de région, de pays, ou élargissent le champ de leurs appartenances en sortant du cercle étroit auquel le sort paraissait les avoir condamnés. Comme Georges David, que son expérience de bibliothécaire bénévole à Mirebeau persuade de l'échec de son



œuvre, de la littérature dite prolétarienne en général (« *Le peuple n'en veut pas* », écrit-il à J.-R. Bloch le 15 juin 1931) ; il sait que son entrée en littérature est aussi une sortie, un exil. Guéhenno a le sentiment de « *finir [sa] vie loin des hommes simples [qu'il a] aimés, [d'] en être venu à écrire et à parler une langue qu'ils ne peuvent même pas entendre, toute abstraite et blanche, et où ne se reconnaît plus le battement de leur sang.* » (*La Foi difficile*, Grasset, 1957, p. 241).

L'honneur d'une République

Bourgeois trouvera-t-il un nouveau public grâce aux efforts d'Edmond Thomas et de *Plein Chant* ? Cette résurrection risquée est courageuse et représente un beau défi dans le contexte actuel, d'autant plus que l'écrivain, comme le soulignait déjà M. Ragon, après la Deuxième Guerre mondiale, appartient à une « *génération pacifique, socialisante, encore sous l'empreinte des prophéties utopiques de Victor Hugo, des Trois Évangiles laïques de Zola... La génération des Cahiers de la Quinzaine et de " la*

fleur au fusil » (...). *La génération sérieuse, prédicante, morale, religieuse* ». Faut-il pour autant oublier ou mépriser, dans le monde très différent où nous vivons, le double devoir auquel s'astreint l'un de ses modestes héros, Jean : « *Monter et aider les autres à monter* » ?

C'est sans doute la deuxième partie de cette proposition qui continue à faire l'honneur d'un certain socialisme, celui de la solidarité, ou de la fraternité à laquelle nous convie la République idéale.

Jean-Kely PAULHAN

« **Lucien Bourgeois** », *Plein Chant Documents* 85, printemps 2016, 15 €. 35 route de Condé 16120 Bassac www.pleinchant.fr

Ce numéro présente des repères chronologiques, une bibliographie, la reproduction d'un hommage de 1957 rédigé par des interlocuteurs proches de Bourgeois, celle de son « roman » *Midi à XIV heures*, des nouvelles dispersées dans des revues introuvables aujourd'hui, un dossier critique sur *L'Ascension* et sur *Faubourgs*, une gravure de Germain Delatousche. Les grands textes de Bourgeois sont réédités par les éditions Plein Chant.

Brèves

Élections dans les très petites entreprises (TPE)

Tous les quatre ans, ont lieu des élections de « représentativité » pour les salariés des très petites entreprises (moins de 11 salariés). Les élections se dérouleront du 28 novembre au 12 décembre 2016. Le vote se fera par correspondance ou par voie électronique.

Observatoire de la répression et de la discrimination syndicale

L'Observatoire de la répression et de la discrimination syndicales a été lancé en 2013 à l'initiative de la fondation Copernic avec le soutien des organisations syndicales CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature. Son site internet est <http://observatoire-repression-syndicale.org>. Dans le cadre de son travail de recension, d'analyse et de publication des faits de répression et d'entrave aux libertés syndicales, il appelle toutes les structures syndicales à lui faire connaître les cas de répression dont elles ont connaissance et faire remonter ces informations à l'adresse suivante:

contact@observatoire-repression-syndicale.org.

Droit à l'avortement

Le dernier tract du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés est : « En Belgique, en Pologne et ailleurs : pour le droit des femmes à l'avortement, libre, public et gratuit ». Il est téléchargeable en français, anglais et espagnol sur le site <http://www.labour-solidarity.org>.

Procès Air France

Le procès à Bobigny d'une quinzaine de salariés d'Air France dit « de la chemise déchirée » est renvoyé aux 27 et 28 septembre prochains.

Camping Syndical Internationaliste

Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires organisent leurs journées d'été du 14 au 17 juillet 2016. Renseignements sur http://syndicaliste.phpnet.org/IMG/pdf/flyer_camping_ver_finale.pdf

Alain Testart (1945-2013) :

Un évolutionniste au pays des anthropologues

Une version anglaise de cette contribution sur l'oeuvre d'Alain Testart a été publiée dans *Historical Materialism* N°24-1 (2016)



Alain Testart, anthropologue français disparu en 2013, laisse une œuvre aussi originale qu'imposante, qu'aucun de ceux qui veulent sérieusement comprendre l'évolution sociale préhistorique ne peut se permettre d'ignorer. Le dernier ouvrage publié de son vivant, *Avant l'histoire — l'évolution des sociétés de Lascaux à Carnac*, paru peu avant sa mort dans la prestigieuse collection « Bibliothèque des Sciences Humaines » des éditions Gallimard, lui avait enfin valu une certaine notoriété. Les résultats de quarante ans de recherches y sont rassemblés dans une vaste synthèse qui retrace l'évolution des techniques, de l'idéologie, de l'art et, par-dessus tout, des structures sociales de l'humanité, depuis le Paléolithique supérieur jusqu'au cœur du Néolithique. Cette somme monumentale emprunte tout à la fois à l'archéologie, à l'ethnologie, à la sociologie ou à la philosophie des sciences ; nul doute qu'elle fera date, par les questions de méthode qu'elle soulève et les éclairages novateurs qu'elle jette sur de multiples sujets.

Elle restera cependant le premier mouvement d'une symphonie inachevée ; le second volume, qui devait retracer la marche du Néolithique aux sociétés de classe, ne verra jamais le jour. Ainsi s'interrompt une vie de recherches qui, depuis leur origine, s'étaient organisées autour d'une ambition centrale : comprendre et reconstituer l'évolution sociale, tout particulièrement celle des sociétés sans écriture, en se préservant des écueils sur lesquels avaient échoué ses prédécesseurs.

Des chasseurs-cueilleurs, de l'inégalité et de la révolution néolithique

Bien des découvertes scientifiques sont nées de la volonté de prendre au sérieux des faits jusque-là considérés comme de simples exceptions par rapport à une règle bien établie. Ainsi en va-t-il du premier grand ouvrage d'Alain Testart, *Les chasseurs-cueilleurs ou l'origine des inégalités* (1982), qui reconsidérerait l'équation entre le mode d'approvisionnement des sociétés et leurs structures sociales. Il était en effet admis depuis longtemps que les chasseurs-cueilleurs se caractérisaient par leur égalitarisme économique ; c'est avec la révolution néolithique, selon l'expression

forgée par V. Gordon Childe, c'est-à-dire l'apparition plus ou moins conjointe de l'agriculture et de l'élevage, qu'étaient censées avoir émergé les premières inégalités de richesse.

Or, sans même parler de ces chasseurs-cueilleurs qui, à l'instar des Indiens des Plaines ou de certains peuples sibériens, étaient en réalité d'abord et avant tout, des éleveurs, de chevaux ou de rennes (et de ce fait, fort logiquement, inégalitaires), certaines sociétés entraient mal dans le schéma développé par Childe. Un exemple typique était celui des habitants de la Côte Nord-Ouest, cette bande de terre s'étirant entre l'océan Pacifique et les Montagnes Rocheuses depuis le nord de la Californie jusqu'au sud de l'Alaska. Là vivaient, lors du contact avec l'Occident, des peuples qui tout en étant d'authentiques chasseurs-cueilleurs ignorant tout de l'agriculture et de l'élevage, étaient néanmoins installés dans des villages permanents. Ils conservaient les saumons massivement pêchés lors du frai en les séchant, ce qui leur permettait d'affronter la morte-saison. Or ces sociétés avaient développé des inégalités sociales prononcées. Elles pratiquaient abondamment l'esclavage et avaient élaboré un système d'honneurs parfois fort raffiné – les Kwakiutl, une tribu d'à peine 10 000 membres (celle-là même qui a légué à l'ethnologie le terme de potlatch, du nom de la fête où se validait le rang de chacun), possédaient ainsi une gradation de 658 titres soigneusement classés.

Traditionnellement, ces chasseurs-cueilleurs sédentaires étaient qualifiés de « complexes » et, de fait, écartés du schéma général qui faisait de la révolution néolithique la ligne de partage des eaux entre sociétés égalitaires et inégalitaires, sans que l'on sache au juste où il convenait de les classer.

Symétriquement, on pouvait remarquer que tous les cultivateurs n'avaient pas développé des formes,

même élémentaires, d'inégalités économiques : ainsi les planteurs de manioc des basses-terres d'Amazonie, ou certaines tribus néo-guinéennes.

La conclusion s'imposait avec force : la naissance des inégalités de richesse n'était pas liée à celle de l'agriculture et de l'élevage), mais à une autre variable : la pratique d'un stockage sur une échelle significative. Les sociétés égalitaires étaient celles où un tel stockage était inconnu, qu'il s'agisse des chasseurs-cueilleurs « classiques » ou de ces cultivateurs tropicaux qui faisaient pousser des tubercules ne nécessitant pas de conserver des semences de manière saisonnière. Les sociétés inégalitaires étaient celles dont l'approvisionnement reposait essentiellement sur des ressources stockées, qu'il s'agisse de cultivateurs ou de chasseurs-cueilleurs sédentaires.

Le texte ne s'arrêtait pas en si bon chemin, et ne manquait pas d'explorer les liens de causalité à l'œuvre derrière ces phénomènes.

Des modes de production dans les sociétés égalitaires

Ces premiers résultats, déjà remarquables, ouvraient la voie à un nouvel approfondissement. Le monumental *Communisme primitif – économie et idéologie* (1986) entreprenait en effet de distinguer, au sein même des sociétés économiquement égalitaires, les différents modes de production. Récusant l'idée selon laquelle on ne saurait penser une telle notion dans des sociétés sans exploitation, l'auteur affirmait :

Marx dit que « les différentes formes économiques revêtues par la société, l'esclavage, par exemple, et le salariat, ne se distinguent que par le mode dont ce surtravail est imposé et extorqué au producteur immédiat, à l'ouvrier » (...) Marx, en écrivant ces lignes, n'avait en tête que les sociétés de classes, et la formule précédente ne vaut que pour elles. Pour les autres, il faut dire : « Ce qui distingue une forme économique d'une autre, c'est la forme spécifique dans laquelle un surtravail n'est pas extorqué. » (...) Faire la théorie des sociétés sans exploitation, c'est donc chercher les formes spécifiques dans lesquelles les producteurs immédiats s'approprient la totalité de leur production.

(A. TESTART, 1986, p. 54-55)

Parmi les chasseurs-cueilleurs nomades, l'ouvrage opposait ainsi deux types fondamentaux : l'ensemble australien d'une part, et le reste du monde (Inuits, Bushmen, etc.) de l'autre. En Australie, le chasseur n'était pas propriétaire de son gibier : en raison des obligations liées aux coutumes matrimoniales, celui-ci appartenait de droit à sa belle-famille. Partout ailleurs, en revanche, le chasseur disposait de sa prise. Même si celle-ci faisait l'objet d'une large distribution, il s'agissait d'un don effectué au gré du propriétaire, avec une latitude beaucoup plus grande et qui lui conférait du prestige. Cette opposition des structures de la production/distribution faisait écho à

d'autres dimensions de la vie sociale : ainsi, les tribus australiennes étaient-elles pétries de relations de dépendance qui contraignaient leurs membres tout au long de leur vie. Chaque peuple était subdivisé en un certain nombre de groupes strictement exogamiques (moitiés, sections...), et tout individu était tributaire du groupe complémentaire pour trouver un conjoint. Sur le plan idéologique, d'autres sous-groupes tribaux étaient chargés des cérémonies destinées à reproduire des espèces animales ou végétales dont la consommation leur était précisément prohibée. Sur tous les plans, donc, économique et matrimonial, réel et idéologique, et contrairement aux autres sociétés égalitaires, l'Australie était organisée sur le mode de la dépendance mutuelle des différentes subdivisions tribales.

Cette opposition entre modes de production était censée rendre compte du dynamisme économique des sociétés correspondantes. Dans le mode de production « individuel » des Bushmen, des Inuits, etc., le chasseur était intéressé au produit de son activité et, par conséquent, au progrès technique. Dans le mode de production australien où, au contraire, le chasseur était par définition dépossédé de son gibier, il n'avait aucun intérêt à augmenter sa production.

Alain Testart voyait ainsi dans les structures sociales les raisons du refus du progrès technique qui caractérisait selon lui le continent australien. Alors même que les Aborigènes, dans le détroit de Torrès, étaient au contact de populations papoues qui connaissaient l'arc et l'agriculture, ils n'avaient pas adopté ces innovations, continuant délibérément à chasser au propulseur. Si ailleurs dans le monde, certains peuples étaient restés chasseurs-cueilleurs, c'était en raison de blocages d'ordre environnemental. Partout où l'agriculture était possible, elle s'était imposée ; les chasseurs-cueilleurs ne subsistaient que dans des milieux trop inhospitaliers — en ayant toutefois adopté l'arc. En Australie, en revanche, l'agriculture et, a fortiori, l'usage de l'arc, étaient techniquement possibles : le blocage procédait donc de causes sociales.

Cette thèse audacieuse sera reprise et prolongée dans *Avant l'histoire* ; l'art pariétal du Paléolithique supérieur (celui, entre autres, des grottes Chauvet ou Lascaux), de même que la stagnation de ses techniques durant plusieurs dizaines de millénaires, y seront interprétés comme autant d'éléments indiquant que les sociétés du Magdalénien étaient structurées selon le modèle australien.

Pour une classification générale des sociétés

On l'a dit, Alain Testart occupe une place singulière sur l'échiquier de l'anthropologie sociale. Il n'a cessé de se proclamer évolutionniste, ce qui, à soi seul, a suffi à le marginaliser. La discipline, au moins en France,

reste dominée par le structuralisme ; les références au marxisme y ont presque entièrement disparu, et l'on y voue depuis des décennies une haine farouche et quasi unanime à quiconque ose parler d'évolution sociale.

Mais Alain Testart s'est également opposé aux deux principales traditions évolutionnistes, qu'il s'agisse des fondateurs du XIX^e siècle ou du « néo-évolutionnisme », essentiellement américain, né dans les années 1950.

Aux premiers comme aux seconds, il reprochait de raisonner sur la base de concepts trop flous pour être opérants. Pour des raisons historiques, la manière dont s'est constituée la pensée évolutionniste en matière sociale s'oppose résolument à sa genèse dans le domaine de la biologie. Pour le monde du vivant, la théorie de l'évolution dut s'imposer contre l'évidence qui plaidait pour le fixisme, et elle ne fut élaborée qu'une fois seulement établie une classification rigoureuse des organismes. En sciences sociales, on a procédé à l'inverse. L'évolution était une évidence, que l'on a tenté de penser avant même de disposer d'une classification solide des différentes structures sociales. Le problème est d'ailleurs si profond qu'un siècle et demi plus tard, et bien qu'on ait entretemps recueilli une masse énorme de documentation, aucune tentative sérieuse n'avait été entreprise en vue d'organiser ce matériel ethnographique et d'en dégager une typologie rigoureuse et exhaustive des formes sociales.

Le néo-évolutionnisme américain avait certes eu le mérite de réhabiliter la problématique évolutionniste dans une période où celle-ci avait été presque bannie. Il avait néanmoins répété, aux yeux d'Alain Testart, la plupart des fautes de méthode de ses prédécesseurs. Sa classification des sociétés en quatre types (selon la version la plus courante : bandes, tribus, chefferies, États) est trop grossière pour être pertinente ; surtout, elle ne peut pas être affinée, car elle fait totalement fi des institutions et coutumes qui structurent ces sociétés et qui constituent l'objet de l'ethnologie : rôle des biens dans les rapports sociaux, type de parenté, prestations matrimoniales, structuration politique, etc. — ajoutons aux arguments d'Alain Testart que les néo-évolutionnistes eux-mêmes n'ont parfois pas été les derniers à déplorer les insuffisances de leurs catégories sociales et ont tenté d'y remédier (en vain), ne serait-ce qu'en proposant par exemple de subdiviser les chefferies en « simples » et « complexes ».

Aussi Alain Testart considérait-il donc comme indispensable de rassembler les éléments, factuels et conceptuels, nécessaires afin d'élaborer une alternative aux catégories néo-évolutionnistes ; il en présenta ce qui n'était à ses yeux qu'une « ébauche toute provisoire » — mais déjà, par rapport à l'existant, si accomplie — dans ses *Éléments de classification des sociétés* (2005).

La densité de ce petit livre n'avait d'égale que son

ambition, puisqu'il dressait une typologie de l'ensemble des formes sociales humaines, résumée dans un tableau final. L'auteur soulignait avec force l'une de ses convictions les plus chères : loin d'être simples et uniformes, les structures des sociétés sans classes étaient bien plus diverses que celles des sociétés de classes, à la manière dont, dans le règne animal, les plans d'organisation des invertébrés sont nettement plus nombreux que ceux des vertébrés.

Alain Testart prolongeait donc là des réflexions entreprises dans d'autres ouvrages ; on pense en particulier à sa volonté d'identifier et caractériser les différents modes de transferts des biens qui conclut la *Critique du don* (2007). À l'issue d'une discussion serrée, ce livre portait un coup décisif aux traditions remontant à Marcel Mauss ou à Claude Lévi-Strauss, dans lesquelles le monde primitif était uniformément perçu comme le règne, respectivement, du don et de l'échange.

Ouvrons une parenthèse pour suggérer que les *Éléments de classification des sociétés*, au milieu de nombreuses critiques justifiées, portaient néanmoins aux catégories néo-évolutionnistes quelques attaques discutables, par exemple en les rapprochant d'une classification qui, en biologie, aurait regroupé les espèces en « grosses, petites et moyennes ». Il aurait été plus juste, croyons-nous, de la comparer à celle qui distinguerait les animaux à cerveau complexe, simple et inexistant. Les catégories néo-évolutionnistes sont en effet directement inspirées d'une tendance bien réelle de l'évolution sociale à produire des organisations de plus en plus larges, hiérarchisées et différenciées, tout comme le vivant a produit, au cours de l'évolution, des organismes au système nerveux de plus en plus élaboré. Mais la faute de méthode du néo-évolutionnisme fut de croire que l'identification d'une tendance (quantitative) peut suffire à construire des catégories de classification pertinentes et permettre ainsi de faire l'économie d'une réflexion sur les structures (qualitatives). Les sociétés ne peuvent pas être classées et comprises sur la seule base de leur « niveau d'intégration » (un concept aussi central que mal défini dans le néo-évolutionnisme), tout comme les organismes ne peuvent pas être classés et compris à partir du seul niveau de développement de leur système nerveux, indépendamment des autres caractéristiques de leur anatomie.

Pour en revenir à la classification élaborée par Alain Testart, celle-ci divisait les sociétés en trois ensembles majeurs. Le « monde I » était celui des sociétés sans richesses — et donc, sur le plan économique, égalitaires. Leur caractéristique essentielle est qu'on ne peut s'y libérer d'une obligation sociale par un paiement en biens. Que ce soit pour se marier ou pour compenser un meurtre, seule est admise une prestation en nature : une période de travail viagère ou temporaire (le « service pour la fiancée ») ou le versement du sang du meurtrier.

Le basculement vers le « monde II », celui des sociétés à richesses mais sans classes, s'effectue lorsque s'instaurent des paiements à fins sociales : le prix de la fiancée et le *wergeld* (le prix du sang). Le « monde III » est celui des sociétés de classes, où les moyens de production (en premier lieu, la terre) peuvent être appropriés de manière pleinement privative.

Chacun de ces mondes était à son tour subdivisé en catégories plus fines. Le monde II, en particulier, qui rassemblait l'essentiel des sociétés étudiées par l'ethnologie, était réparti en trois sous-ensembles selon la nature des structures politiques (dont les implications touchaient à l'ensemble de la vie sociale). Ainsi distinguait-on les « ploutocraties ostentatoires », sociétés sans organisation politique formelle, et où les riches se voyaient tout naturellement investis des responsabilités collectives ; les « semi-États », sociétés démocratiques (essentiellement en Amérique du Nord) ou lignagères (en Afrique) possédant des institutions politiques non étatiques ; enfin, les « sociétés royales » africaines, structurées en États mais néanmoins dépourvues de classes car l'accès à la terre y restait un droit pour chaque membre de la communauté.

Ces types sociaux principaux étaient à leur tour subdivisés en de nombreuses variantes qu'il est impossible de restituer ici en quelques lignes.

Pour parvenir à une vision scientifique de l'évolution sociale, l'étape de la classification, si exigeante soit-elle, ne peut néanmoins être qu'un préalable. Encore faut-il établir la chronologie de la succession des différents types identifiés, tâche qui ne peut être menée à bien qu'en serrant au plus près les vestiges matériels laissés par les différentes sociétés. C'est là l'autre grand reproche qu'encourait l'évolutionnisme du XIX^e siècle ; en négligeant l'archéologie, en se contentant d'ordonner dans le temps des sociétés actuelles qualifiées sans prudence de « survivances » presque uniquement sur la base de simples raisonnements, cet évolutionnisme était, selon Alain Testart, spéculatif, « imaginaire ». Et si le néo-évolutionnisme, pour sa part, a tenté d'éviter cet écueil, il a lui aussi échoué en raison de la faiblesse de sa typologie sociale. En ce sens, son relatif succès auprès des archéologues, qui se réfèrent volontiers à ses catégories, ne fut qu'une victoire en trompe-l'œil.

Nul hasard si, ces dernières années, c'est parmi les archéologues que les travaux d'Alain Testart ont suscité le plus vif intérêt. D'abord, parce que ses analyses leur ont souvent donné le sentiment de disposer enfin d'une grille de lecture fine, capable d'éclairer leurs découvertes sous un jour inattendu. Ensuite, parce qu'Alain Testart avait lui-même montré la voie à plusieurs reprises.

Enquêtes archéologiques

Parmi les nombreux textes qu'il consacra à des ques-

tions directement archéologiques, deux retiennent particulièrement l'attention.

Le premier, *La servitude volontaire* (2004), s'annonce tel un roman policier : ayant repéré dans de nombreux récits ethnologiques la pratique étrange consistant, lors du décès d'un personnage important, à mettre à mort d'autres individus et à les inhumer en sa compagnie, le livre entreprend un tour du monde des sépultures afin d'en identifier les occurrences. Cet inventaire croisé, naturellement, n'est là que pour camper la scène de crime. Qui sont ces puissants dont le décès doit entraîner celui d'autrui ? Qui sont ces mis à mort ? Quels liens sociaux entretenaient-ils, et dans quelles sociétés cette pratique se rencontre-telle ? Ce questionnement permet d'écarter l'interprétation paresseuse (et fallacieuse) de ces exécutions en termes de « sacrifice », et de dégager la vraie nature du phénomène.

Se dessine alors un type social marqué par des inégalités profondes, car une société où l'on tue des gens du simple fait qu'un puissant vient de mourir est tout sauf égalitaire. Mais ce sont aussi des sociétés sans classes, sans États (ou, si État il y a, sous une forme archaïque) car l'État, une fois consolidé, entreprend partout de combattre de telles pratiques, ainsi que l'attestent de nombreuses preuves historiques.

On quitte alors l'analyse archéologique, ethnologique et historique pour entrer de plain-pied dans le raisonnement sociologique et aborder la thèse centrale de l'ouvrage. Ces victimes, enterrées en compagnie du personnage principal, sont en effet des subordonnés qui lui sont proches : épouses, serviteurs particuliers. Mais ce sont aussi, et surtout, des esclaves ou des dépendants attachés à sa protection : Alain Testart voit dans la constitution de ces « suites militaires » fondées sur des rapports personnels un élément majeur de décomposition de l'ordre tribal et le ferment de l'État, tout au moins sous sa forme despotique.

Ici se prolonge une réflexion déjà entreprise dans plusieurs textes, notamment rassemblés dans le recueil *L'esclave, la dette et le pouvoir* (2001), qui met en évidence le rôle central de deux institutions. La première est le prix de la fiancée, déjà mentionné : cette coutume si banale dans les sociétés primitives imposait au futur marié, pour acquérir les droits sur son épouse, de verser des richesses parfois considérables à sa belle-famille. Le paiement, cependant, était loin de présenter partout le même visage. Sans même parler des sociétés du monde I (sans richesses) qui, par définition, l'ignoraient totalement, certaines ne le pratiquaient que d'une manière modérée, limitant son impact. Ailleurs, en revanche, la somme à déboursier s'avérait considérable et pouvait parfois endetter des hommes sur plusieurs générations.

La seconde institution, *a priori* sans rapport avec la précédente, était l'esclavage pour dettes, pratiqué par

une fraction seulement des sociétés du monde II.

Une minutieuse collecte de données, portant sur plus de 400 peuples à travers le monde, avait permis d'établir que le groupe formé par les sociétés où existait l'esclavage pour dettes était entièrement inclus dans celui pratiquant la forme la plus sévère du prix de la fiancée. Alain Testart voyait là une ligne de démarcation fondamentale entre des sociétés qui admettaient — et même, provoquaient — la mise en sujétion de certains de leurs membres pour des raisons économiques, et celles, à caractère plus « démocratique », dont les institutions préservaient la communauté de cette ligne de fracture.

Ces éléments se conjuguèrent pour faire émerger une hypothèse inédite quant à l'apparition de l'État dans le premier des deux ensembles :

Fidélités, amitiés, liens d'homme à homme, dépendance servile, tout cela est le fait des premiers États, non bureaucratiques, mais aussi d'innombrables sociétés pré-étatiques. Qu'un fidèle ou un esclave soit prêt à mourir pour son maître ou son patron, cela confère incontestablement à ce dernier une grande assurance et un pouvoir certain, dont l'ampleur ne dépend que du nombre de ceux qui le suivent et le servent si bien. (...) Quoi de plus simple alors que d'imaginer qu'un homme, disposant de fidèles prêts à tout pour lui plaire et pour le servir, et fidèles à sa seule personne, ne désarme tous les autres, s'arroge, à lui et à ceux qu'il délègue à ces fins, le droit exclusif de juger les conflits internes et de conduire les expéditions armées vers l'extérieur, mettre fin à l'état de guerre larvée qui règne dans toute société non étatique, instaure la paix civile et, en même temps, s'érige en maître absolu ? Comment ces fidélités personnelles n'auraient-elles pas engendré le pouvoir personnel ? Comment n'auraient-elles pas conduit à faire naître l'État, au moins sous sa forme despotique ?

(A. TESTART, 2004, t. 2, p. 81)

La confrontation entre données archéologiques et ethnologiques se trouve au cœur d'un autre ouvrage, *La déesse et le grain* (2010), qui traite du Néolithique européen et plus particulièrement du site emblématique de Çatal Höyük. Alain Testart relève les approximations sur lesquelles se fondent les interprétations traditionnelles des représentations de ce site en termes de culte d'une « déesse-mère » et d'un « dieu taureau ». Dans une leçon de comparatisme ethnologique, il rapproche les crânes de bovins ornant les murs des habitations de Çatal Höyük des restes décorant les riches demeures de certaines sociétés du sud-est asiatique. La dimension religieuse, si toutefois elle existe, passe au second plan derrière la dimension sociale : ces éléments architecturaux (dont une large partie provient d'animaux bien réels) sont là d'abord et avant tout à des fins d'ostentation, afin de commémorer la générosité et la munificence de celui qui, en certaines occasions, dépense publiquement une partie de sa fortune à nourrir la communauté.

L'égalitarisme généralement prêté à la société de

Çatal Höyük sort donc singulièrement écorné de cette analyse. Mais le livre remet aussi en cause son pacifisme supposé. L'hypothèse la plus courante en ce qui concerne les crânes remodelés et conservés par les habitants de ce village est qu'ils témoignent d'un culte des ancêtres. Quant à la célèbre fresque qui dépeint des vautours dépeçant des cadavres sans tête, on y voit généralement le signe d'un culte religieux un peu singulier. Récusant ces interprétations fondées sur un comparatisme hâtif, Alain Testart soutient qu'on se trouve en réalité devant une société guerrière qui, d'une manière somme toute banale, conservait les têtes prises aux ennemis comme des trophées et abandonnait leurs cadavres décapités aux charognards.

De cette discussion émerge une image des sociétés néolithiques très éloignée de la vision couramment admise ; mais il se dégage aussi une méthodologie rigoureuse de l'approche du matériel archéologique et du comparatisme avec les données ethnologiques. Cette méthodologie sera reprise et exposée en détail dans ce qui constitue l'un des chapitres les plus novateurs et les plus convaincants d'*Avant l'histoire*.

Alain Testart et le marxisme

S'il se réclamait du marxisme au début de sa carrière, Alain Testart avait ouvertement abandonné cette référence dès la fin des années 1980. On se permettra néanmoins de penser que ce renoncement fut plus formel que réel. Non qu'Alain Testart fût demeuré marxiste sans le savoir (une telle hypothèse serait assez cocasse) mais parce que, par bien des aspects, la version althussérienne du marxisme qu'il défendait dans ses premiers ouvrages contenait déjà, de manière latente, son éloignement ultérieur vis-à-vis du matérialisme historique.

Dans *Le communisme primitif*, le seul ouvrage où il discutait en détail du bilan de l'anthropologie marxiste, A. Testart accusait celle-ci, depuis Engels lui-même, d'avoir négligé l'étude des rapports de production dans les sociétés primitives. Seuls de rares travaux — ceux d'E. Terray et de P.-P. Rey sur certaines sociétés africaines — faisaient exception ; mais les figures les plus emblématiques, comme M. Godelier et, plus encore, C. Meillassoux, se voyaient sévèrement critiquées : « la principale limite de [leur] pensée (...) réside dans leur commune incapacité à concevoir ce qu'est un rapport de production. » À C. Meillassoux, en plus d'un traitement cavalier des données ethnographiques, il était reproché de réduire les rapports de production à de simples éléments techniques : « des rapports sociaux que les hommes nouent dans la production, il n'est pas question, et l'économique est réduit aux seules forces productives ». M. Godelier, pour sa part, en se satisfaisant de trop vagues généralités

sur la fluidité des bandes ou la nécessaire dispersion de la population chez les chasseurs-cueilleurs, était accusé de vider les concepts marxistes de leur contenu et d'échouer à cerner la spécificité des organisations sociales primitives : « Chez Godelier (...) l'emploi du terme 'mode de production' reste une figure de style — de style marxiste — dénuée de valeur opératoire. »

Comme on l'a dit, *Le communisme primitif* était ainsi tout entier consacré à démontrer l'existence de deux types opposés de rapports de production au sein des sociétés économiquement égalitaires et à en faire la théorie. Indépendamment de la solidité de ses résultats, ce projet scientifique paraît parfaitement fondé, et l'on ne saurait reprocher à A. Testart d'avoir tenté de défricher ces champs largement inexplorés avant lui.

Il en va différemment, en revanche, de la conception du matérialisme historique dans laquelle s'inscrivait cette recherche ; car celle-ci ne pouvait manquer, à terme, de le mener à abandonner toute référence au marxisme. A. Testart expliquait en effet que si les rapports de production avaient été de facto ignorés par la plupart des anthropologues marxistes, c'était en raison d'une conception gravement erronée du matérialisme historique, qui considérait les forces productives comme le facteur déterminant de l'évolution sociale. Or, ce « primat des forces productives » devait être vu comme une « perversion fondamentale du marxisme soviétique », et rejeté comme tel. Il représentait la forme idéologique de la domination de la bureaucratie dirigeante en URSS, qui avait intérêt à évacuer toute discussion sur les rapports de production pour tracer une équation simpliste entre développement industriel et construction du socialisme. Cependant, A. Testart ne se bornait pas à rejeter, à juste titre, l'opinion selon laquelle le niveau des forces productives déterminerait nécessairement une forme unique de rapports de production ; il franchissait un pas supplémentaire, et beaucoup moins légitime, en qualifiant « d'inanité » toute « idée de correspondance » entre les deux.

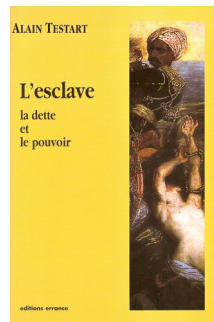
En fait, à la caricature du matérialisme historique qui faisait l'impasse sur les rapports de production pour ne s'attacher qu'aux seules forces productives, Alain Testart opposait une caricature inverse, présentant les rapports de production comme premiers et, finalement, comme seuls déterminants. Dans cette perspective, les forces productives ne méritaient pas d'autre attention que celle qu'il convient de consacrer à de simples effets. Mais ce faisant, Alain Testart se voyait conduit à introduire une « réorganisation conceptuelle tout à fait radicale » des catégories marxistes. Celle-ci procédait en particulier des paragraphes que Marx avait consacrés au féodalisme, et qui expliquaient que le rapport d'exploitation y nécessitait un rapport préalable de domination. Pour Alain Testart, ces lignes signaient l'échec du matérialisme historique sous sa forme tra-

ditionnelle : de l'aveu même de Marx, dans la société féodale, il fallait déduire les rapports économiques de rapports extra-économiques, et non l'inverse. Dès lors, pour sauver du marxisme ce qui pouvait l'être, l'explication de la structure sociale nécessitait de recourir, en plus des rapports de production, à un autre rapport social dit « fondamental », qui les conditionnait. Même si cette innovation théorique affirmait encore se situer dans un cadre marxiste, le compte à rebours était en quelque sorte enclenché. La logique des choses devait infailliblement conduire A. Testart à ne plus conserver comme facteur explicatif que ce seul « rapport social fondamental » et à larguer les dernières amarres qui rattachaient encore celui-ci aux concepts marxistes.

En ce sens, la « sociologie générale » qu'il élaborait par la suite, qui recherchait dans cet hypothétique « rapport social fondamental » la clé de toutes les sphères de la vie sociale (dont l'économie), représentait, par rapport à ces premiers travaux, bien davantage une continuité qu'une rupture. Cette théorie donna lieu à l'écriture inachevée d'un texte monumental, les *Principes de sociologie générale*, dont seuls les deux premiers volumes, qui traitent respectivement de ce « rapport social fondamental » et de la sphère politique, furent disponibles sous forme électronique sur son site.

Ayant ainsi tourné le dos au matérialisme historique, et tout en rendant occasionnellement hommage à la profondeur des vues de Marx, Alain Testart ne manqua pas de mener contre lui quelques polémiques dans des pages qui ne figurent pas toujours parmi les plus mémorables qu'il ait écrites. On pense en particulier au volume « démocraties et despotismes » des *Principes...*, où l'on se demande bien quelle caricature de marxisme le texte s'emploie à réfuter ; on pense aussi à *Moyen d'échange, moyen de paiement ; des monnaies en général et plus particulièrement des primitives* qui, à côté de développements lumineux sur la monnaie primitive, contient une charge assez navrante contre la théorie de la valeur-travail.

On aurait cependant mille fois tort de s'en tenir là et de considérer qu'Alain Testart ayant renoncé au marxisme, ses recherches ne pouvaient désormais, par définition, plus rien lui apporter. Faut-il rappeler cette évidence que Marx lui-même n'avait pu nourrir sa réflexion qu'en s'appuyant sur les résultats obtenus par des centaines d'auteurs non marxistes



? Une analyse aussi rigoureuse et aussi érudite de l'évolution des sociétés, quand bien même elle s'organise autour de certaines conceptions erronées, se révèle bien plus féconde que des travaux aux références plus orthodoxes, mais qui se contentent d'arpenter des lieux communs parfois fort éloignés de la vérité scientifique.

Quelques éléments critiques

On vient de le dire, tous les développements de cette œuvre colossale n'emportent pas l'adhésion au même titre. Certains paraissent avoir fait accomplir à la science des sociétés un pas en avant décisif: on pense pêle-mêle à l'identification du rôle-clé du stockage dans l'évolution des structures sociales, à la distinction fondamentale entre « sociétés sans richesses » et « sociétés à richesses », à la typologie des sociétés primitives (si provisoire soit-elle) ou aux leçons de méthode sur l'interprétation des faits archéologiques. D'autres, en revanche, suscitent un doute plus ou moins prononcé.

Ainsi en va-t-il, par exemple, de l'opposition, au sein des sociétés sans richesses, entre le type australien et les autres ; si les sociétés australiennes contrastent en effet sur bien des aspects avec celle des Inuits ou des Bushmen, il semble néanmoins plus difficile d'y voir la clé de la dynamique de leur progrès technique. L'idée que les sociétés de chasseurs-cueilleurs aient pu être structurées par des rapports de production différents n'est certainement pas absurde ; elle représente même une piste de recherche très prometteuse, en rupture avec une longue tradition selon laquelle les traits communs à ces sociétés permettaient de les ranger sans autre forme de procès dans un mode de production « communiste domestique » ou « fourrager » et de clore le dossier. Ce qui pose problème n'est pas la question qu'a soulevée Alain Testart, mais la réponse qu'il lui a apportée.

Enthousiasmé par son intuition, Alain Testart a, je crois, enrôlé un peu hâtivement les éléments qui servaient sa thèse et négligé ceux qui la contredisaient. Les rapports sociaux de l'Australie aborigène sont sans doute loin de présenter le caractère d'uniformité que leur prête volontiers l'auteur d'*Avant l'histoire*. Sur le plan même du raisonnement, on ne comprend guère pourquoi un système qui prive le chasseur de la possession de son gibier supprimerait ipso facto toute incitation à augmenter sa productivité, le chasseur efficace bénéficiant manifestement en Australie du même prestige que partout ailleurs. Et l'on comprend encore moins pourquoi ce système serait moins incitatif que celui qui, sous d'autres latitudes, jette un tabou sur le gibier abattu par le chasseur et lui interdit d'en consommer lui-même. Enfin, même s'il est impossible de mener ici cette discussion en détail, le refus du progrès technique en Australie est sans doute beaucoup moins assuré que ne le pensait l'auteur du Communisme primitif ; de même, les éléments sur lesquels se fonde le rapprochement entre les rapports sociaux australiens et le Magdalénien européen paraissent bien fragiles.

Dans un autre ordre d'idées, on peut être réticent à emboîter le pas d'Alain Testart dans sa caractérisa-

tion des « sociétés royales » d'Afrique Noire, telles les monarchies Yoruba ou d'Abomey. Incontestablement étatiques, ces sociétés s'organisaient néanmoins autour d'un régime foncier typique de ce continent (et, plus généralement, du « monde II »), dans lequel on ne pouvait posséder une terre qu'à condition de la travailler (soi-même, ou par l'intermédiaire d'un dépendant). La monopolisation par certains individus de terres en friche ou en jachère, et l'existence d'une paysannerie prolétarisée, deux phénomènes conjoints si banals en Occident depuis (au moins) l'Athènes de Solon, y était donc inconnus. Alain Testart, en faisant du régime de la propriété foncière le critère déterminant de l'existence des classes sociales, pouvait ainsi planter au passage une épine dans le pied de la théorie marxiste de l'État en concluant que ces sociétés « royales » africaines étaient tout à la fois étatiques et sans classes.

Je ne sais s'il faut ériger en principe absolu l'impossibilité d'une telle combinaison ; il semble surtout qu'en l'occurrence, la conclusion dépende presque entièrement de la définition que l'on donne des classes sociales — un problème bien connu de tous ceux qui ont voulu caractériser la société soviétique du XX^e siècle. Alain Testart opte pour une approche assez étroitement juridique ; on pourrait rétorquer que dans une société où une partie de la population (la hiérarchie de l'État) occupe une situation privilégiée tant du point de vue politique qu'économique et à laquelle le recours massif à l'esclavage permet d'être totalement détachée du travail productif, on se trouve bel et bien en présence d'une société de classes — même si celle-ci relève d'un type original, et sans doute archaïque, par rapport à ses homologues plus conventionnelles, fondées sur la propriété privée de la terre telle que nous la connaissons.

Et le matérialisme ?

On ne saurait terminer sans mentionner deux travaux qui, sans jamais que le mot soit prononcé, touchent à la question du matérialisme.

Le premier est un texte déjà ancien, l'*Essai sur la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs* (1986). Rejetant l'explication étroitement naturaliste, il s'employait à montrer que les contraintes liées à la grossesse et à la maternité ne pouvaient rendre compte de la série d'interdits qui écarte presque universellement les femmes de l'usage des armes tranchantes et de la chasse au gros gibier. Cette salutaire mise au point débouchait néanmoins sur une conclusion assez insatisfaisante, qui semblait attribuer ces interdits à des causes purement idéelles (une « idéologie du sang » universelle à un degré ou à un autre chez tous ces peuples) et nier toute détermination par des causes objectives. Cette tendance à l'idéalisme trouva

un écho trente ans plus tard, dans *L'amazone et la cuisinière* (2014), un court ouvrage posthume qui reprenait cette question en insistant sur ses prolongements dans les sociétés contemporaines.

C'est une impression toute différente qui se dégage du magistral *Des dons et des dieux* (2006), qui mettait en relief le parallélisme entre les structures de trois ensembles de sociétés primitives et celles de leur pensée religieuse. L'Amérique du Nord se caractérisait par l'importance du don ; l'Asie du Sud-Est, par celle de la dette ; L'Australie par ses relations de dépendance liées au système de parenté. Alain Testart pouvait ainsi souligner combien la forme de la religion ne s'explique que par celle des rapports sociaux réels, même s'il elle n'en est pas un simple calque :

[La religion] sélectionne au sein de la réalité, parmi tous les transferts qu'entretiennent les hommes entre eux, ceux qui sont les plus significatifs (...) Elle organise son culte en fonction du transfert sélectionné et sur son modèle : ici, on reçoit et on offre ; là, on s'acquitte de ses dettes et de ses devoirs en sacrifiant ; et dans le troisième cas, on ne reçoit ni ne donne, pas plus que l'on ne s'acquitte de quoi que ce soit. (...) Elle conçoit ses êtres imaginaires en fonction du transfert sélectionné : puisque le don ne permet qu'une simple hiérarchie d'honneurs, les esprits seront supérieurs mais sans qu'on en dépende ; puisque là l'insolvabilité des dettes entraîne une dépendance dont on ne peut sortir, les esprits seront non seulement supérieurs, ils seront des êtres dont les humains dépendent ; et dans le troisième cas, puisque la réciprocité symétrique annule au niveau global chacune des dépendances particulières, il n'y aura même pas d'entités surnaturelles supérieures et indépendantes des hommes.

A. TESTART (2006, p. 149)

À la lecture de cet extraordinaire exposé, on ne peut que regretter l'absence d'étude systématique du fait religieux, capable d'en embrasser l'ensemble des formes et de généraliser ces conclusions.

Questions nouvelles et voies inexplorées : aux marxistes aujourd'hui de s'en emparer !

Les écrits d'Alain Testart possèdent une qualité rare en sciences sociales : limpides, allant droit au but, ne noyant jamais le propos dans un vocabulaire flou ou ésotérique, ils défendent toujours leur thèse en toute lumière. Qu'ils emportent ou non l'adhésion, qu'ils suscitent l'enthousiasme, le doute ou l'opposition, ils donnent toujours à réfléchir. Sans doute un certain nombre de leurs raisonnements devront-ils être sérieusement amendés, voire purement et simplement rejetés. Mais c'est par dizaines que ces écrits soulèvent des questions nouvelles et qu'ils y répondent en arpentant des voies inexplorées. Dans quelle mesure, par exemple, la nouvelle classification sociale pour laquelle ils militent doit-elle être modifiée, ou affinée ? Comment doit-elle, ou peut-elle, être repensée en termes de modes de production ? Quelle articulation précise peut-on établir entre stockage, passage du « service pour la

fiancée » au « prix de la fiancée » et basculement du monde I au monde II ? Comment et pourquoi s'est effectuée la transition du monde II au monde III, c'est-à-dire, comment et pour quelles raisons s'est instituée la propriété foncière typique des sociétés de classes et son corollaire, la rente ? De quelle manière le progrès des connaissances sur l'émergence de l'État soulève-t-il de nouvelles perspectives quant à ses rapports avec la formation des classes ? Telles sont, parmi des dizaines d'autres, les questions que l'œuvre d'Alain Testart adresse à l'anthropologie sociale et donc, au marxisme.

À l'époque où l'anthropologie sociale naissait à peine, Marx et Engels surent scruter avec avidité ses premiers résultats afin de les intégrer à leur conception du monde « [en tenant compte] comme il se doit, de l'état actuel de la science ». Souhaitons que les marxistes d'aujourd'hui sachent en faire de même, qu'ils s'emparent de ce travail, en coupent les éventuelles branches mortes et en rectifient les erreurs, pour s'en nourrir et avancer dans la compréhension de l'évolution sociale passée – afin de mieux en préparer l'avenir.

Christophe DARMANGEAT

Lire Alain TESTART :

- 1982 *Les chasseurs-cueilleurs ou l'origine des inégalités*. Société d'Ethnographie (Université Paris X-Nanterre).
- 1985 *Le communisme primitif : Economie et idéologie*. Maison des Sciences de l'Homme.
- 1986 *Essai sur les fondements de la division sexuelle du travail chez les chasseurs-cueilleurs*. EHESS (Cahiers de l'Homme).
- 2001a *L'esclave, la dette et le pouvoir : Etudes de sociologie comparative*. Errance.
- 2001b *Moyen d'échange/moyen de paiement : Des monnaies en général et plus particulièrement des primitives*. In Testart, A. (éd.) 2001 *Aux origines de la monnaie*. Errance (pp. 11-60).
- 1992 « La question de l'évolutionnisme dans l'anthropologie sociale ». *Revue Française de Sociologie* 33 : 155-187.
- 2004 *La servitude volontaire* (2 vols.) : I, Les morts d'accompagnement ; II, L'origine de l'État. Errance.
- 2005 *Éléments de classification des sociétés*. Errance.
- 2006 (2^{ème} édition, révisée) *Des dons et des dieux : Anthropologie religieuse et sociologie comparative*. Errance.
- 2007 *Critique du don : Études sur la circulation non marchande*. Paris : Syllepse.
- 2010 *La déesse et le grain : Trois essais sur les religions néolithiques*. Errance.
- 2011 « Les modèles biologiques sont-ils utiles pour penser l'évolution des sociétés ? », *Préhistoires Méditerranéennes* 2 : 1-18.
- 2012 *Avant l'histoire : L'évolution des sociétés*, de Lascaux à Carnac. Gallimard.
- 2014 *L'amazone et la cuisinière*. Gallimard.

Pour des raisons de place, il ne nous a pas été possible de conserver les notes de l'auteur. Celles-ci sont disponibles en ligne à <https://drive.google.com/file/d/0B3fKhaJW4g5TRjJuZ0lvbWctX0E/view?pref=2&pli=1>

Le monde semble glisser...

À peine 2016 commençait-il que j'ai éprouvé une appréhension ou tout au moins un pincement au cœur teinté d'ironie à souhaiter une « bonne année ! ». Le monde semble glisser sur une pente descendante, avec toujours plus de violence, plus de racisme, plus de dettes, plus de stress, plus de difficultés économiques, plus de réchauffement climatique, plus d'atteintes à l'environnement dont dépendent nos vies. Plus de Progrès, autrement dit, de cette sorte de progrès qui énonce : « Tout va bien, continuons dans la même voie. Nous avons juste besoin de travailler plus dur, de construire plus de routes et de ponts pour permettre aux voitures de rouler plus vite, d'embaucher plus de policiers et de soldats, de mieux les armer et, par-dessus tout, nous avons besoin de plus de profits et tout ira bien. »

Nous nous sentons piégés. L'espoir s'amenuise. C'est ce qui pour moi est le plus effrayant de tout. L'espoir faiblit, nos esprits commencent à se fermer, nous commençons à perdre la vue et à devenir sourds ; les jeunes sont vieux et les vieux sont cyniques. Lorsque nous avons dit « bonne année ! », nous avons peut-être ajouté tout bas, « bon, espérons qu'elle ne sera pas trop mauvaise. Peut-être qu'avec de la chance, elle ne sera pas pire que 2015 ».

Il est temps d'apprendre ou de réapprendre à espérer. Ernst Bloch, dans son merveilleux livre *Le Principe Espérance* publié pour la première fois en 1959, nous interpellait dès les premières lignes : « Maintenant, il est temps d'apprendre à espérer. » Le défi est toujours là. Les conditions ont radicalement changé. Nous ne pouvons plus nous offrir le luxe de penser que l'espoir réside dans la construction du Parti, jusqu'au point où il serait capable de prendre le pouvoir et de transformer la société complètement : cette idée a échoué trop souvent pour qu'elle puisse être reprise sérieusement aujourd'hui. Elle n'a pas seulement échoué, mais elle a souvent produit des monstruosités comme l'ancienne URSS.

Pour certains, l'effondrement de l'Union soviétique (ni une union, ni soviétique) semble avoir fermé la possibilité de créer une société radicalement différente ; même l'utilisation du mot « communisme » est devenue plus difficile. Et cependant, le problème demeure : le capitalisme est de plus en plus agressif et il nous amène tout près d'un anéantissement massif. La nécessité de briser la logique mortelle du capital fait retentir à nouveau, encore et encore, son cri. Mais les certitudes de l'ancien mouvement communiste ont disparu : nous ne pouvons plus parler

avec confiance d'une trajectoire historique qui nous conduirait inévitablement vers une fin heureuse. Si nous ne voulons pas nous incliner devant la dynamique mortelle du capital, alors nous sommes projetés dans un monde où il n'y a pas de route droite, pas d'autoroute juste nous conduisant à la révolution. Les seules voies qui s'offrent à nous sont les chemins que

nous créons en les empruntant. Ces chemins sont à l'écart de l'autoroute capitaliste conduisant à la mort, mais leur destinée n'est pas clairement définie. C'est une multiplicité de mises en commun.

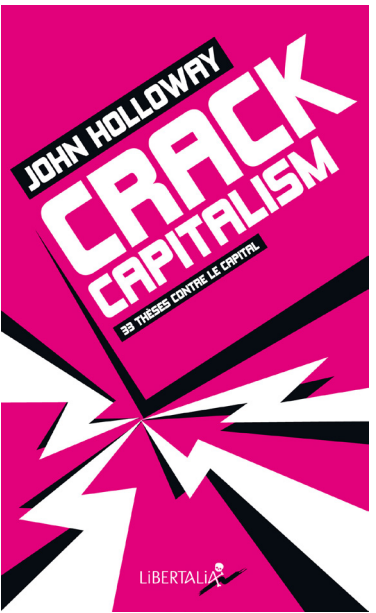
C'est un monde effrayant d'explorations, tout à fait instables et contradictoires. Tout à fait nécessaires et tout à fait urgentes. Nous fuyons un monstre qui menace de tous nous tuer, un monstre que nous créons, un monstre que nous devons arrêter de créer.

Mais pouvons-nous le faire ? L'espoir (l'espoir en un monde incertain) nous renvoie constamment à la question : pouvons-nous le faire ? Pouvons-nous gagner ?

Pouvons-nous réellement construire un monde qui ne soit pas fondé sur le pouvoir de l'argent mais sur la reconnaissance mutuelle de notre dignité humaine ? Pouvons-nous terrasser le monstre du capital et créer un monde qui ait un sens ? Et la réponse doit être : nous ne savons pas, mais nous devons essayer ; il s'agit de notre humanité. Il n'y a pas d'alternative (« There Is No Alternative »).

Notre force réside dans le fait que nous ne sommes pas seuls. Le monde est rempli de millions d'expériences, de projets et d'explosions ; il est plein de gens qui disent : « Non, nous refusons ce système insensé, obscène, nous refusons de continuer à le reproduire, nous devons créer quelque chose d'autre, nous créons déjà quelque chose d'autre. Nous devons créer des failles, nous créons déjà des failles : nous fissurons le capitalisme. »

Est-ce suffisant ? Pouvons-nous le faire ? Lisez.



John HOLLOWAY
(extrait de *Crack capitalism*)

Globalisations, mondialisations, mondialités

De la concurrence dans l'unification des hommes

« *Le véritable épique a comme objet la communauté la plus menacée à l'heure actuelle dans le monde, qui est la communauté monde... Il faut avoir la force imaginaire de concevoir toutes les cultures comme exerçant à la fois une action d'unité et de diversité libératrice. Nous n'avons pas cette force mais... il nous faut l'avoir...* »

Édouard Glissant, *Traité du Tout-Monde*, 2007, 1997.

1./ Bien parler pour bien penser (ensemble) : un infini souci !

Chacun le sait ou le sent, il y a un lien étendu, profond, puissant, intime entre notre langage et notre pensée. Ce que l'on n'imagine pas – par crainte de l'effort pénible et incertain – c'est que cela demande un continu travail, individuel et collectif. Un connaisseur de mots, le grand poète Stéphane Mallarmé (1998, 1876), souhaitait à lui-même et à tous d'accomplir constamment cette noble tâche : « donner un sens plus pur aux mots de la tribu ». Mais comment y parvenir ?

Essayons de voir cela sur un exemple contemporain précis. Il concerne trois termes abstraits mais assez courants : globalisation, mondialisation, mondialité. Le lecteur nous pardonnera de l'entraîner dans ce dur exercice car il devrait en obtenir un exceptionnel résultat. En effet, nous élucidons les trois termes à travers des exemples pris dans la longue histoire planétaire et dans l'actualité.

Chemin faisant, nous allons voir se constituer la globalisation du développement millénaire des humains. Grâce aux précieuses références comparatives qu'apporte la rétrospective géohistorique, nous aurons les bases d'une prospective de l'avenir : celui de la planète et de nous-mêmes. Avenir en suspens en raison d'une très difficile tentative d'équilibration entre mondialisations et mondialités.

Les globalisations antagonistes sont à découvrir, comprendre, apprivoiser à partir de nos ressources d'humains « semblables, différents ». Alors, nous pourrions arrêter de descendre les pentes destructrices et remonter les degrés constructeurs. Nous avons déjà fait bien des pas vers cela. Voyons comment.

2./ Globalisation, mondialisation : le polyglotte heureux

Le terme anglais *Globalization*, ou le terme allemand *Globalisierung*, peuvent se traduire en fran-

çais par globalisation. Mais les langues, on le sait, sont rebelles aux traductions automatiques. Les professeurs apprennent à leurs élèves qu'il y a beaucoup de faux amis. Les langues sont des créations lentes, étendues, profondes, à la fois particulières, générales et singulières. Chacune peut légèrement préférer telle de ces trois orientations. Les circonstances de sa genèse ont pu introduire un certain primat pour l'une ou pour l'autre. Peut-être que le locuteur anglais qui dit *Globalization* ou le locuteur allemand qui dit *Globalisierung* savent tout de suite qu'ils parlent de la globalisation actuelle et en cours qui est celle de l'économie financière mondialisée. Le locuteur français s'y est finalement fait lui aussi. Pourtant, au début, il lui restait, en arrière-plan, le sentiment que parler de globalisation c'était parler de tout un ensemble de globalisations possibles et pas seulement de celle-là. Comme il voulait préciser, le locuteur français a pensé le faire en employant mondialisation. Malheureusement le terme est aussi général que celui de globalisation.

Première conclusion : aucune des trois langues dans l'instant de la parole ne sépare l'idée générale (le concept d'ensemble !) et ses réalisations singulières : telle ou telle globalisation ou mondialisation (synthèse du général et du particulier). Il n'y a pas « la » globalisation ni « la » mondialisation, mais celle-ci et encore celle-là, plusieurs, bien différentes. C'est pour cela que l'histoire est bien sottement jugée inutile et méprisée. Sans elle, impossible de savoir ce qui arrive de semblable et de différent selon lieux et temps, chez les uns et chez les autres. Donc impossible de réfléchir aux évolutions, aux répétitions, aux changements ! Bref, impossible de comprendre présent sans passé et, sans eux, d'imaginer l'avenir.

Deuxième conclusion : nos langues, comme nous-mêmes, ont le nez dans le moment ; elles ne se soucient pas de bonne logique mais de l'actualité. Souvent avec raison mais, ce faisant, elles pervertissent nos jugements généraux. À la pensée de refaire le dosage du particulier, du général et du singulier, dosage qui doit changer selon le niveau d'analyse et de synthèse. Pas évident !

3./ Mondialisations, globalisations : des unifications d'hier à demain ?

On l'aura compris : des globalisations et des mondialisations, il en a plu, il en pleut, il en pleuvra. Dans le très lointain passé, rappelons les mondialisations

premières, celle du peuplement de la planète. Partie d'Afrique, la première grande migration atteint l'Australie il y a 40 millénaires. Une seconde migration, il y a onze mille ans, passe le détroit de Béring et devient ainsi américaine. Bien d'autres suivent.

Évoquons aussi les grandes routes commerciales eurasiennes. Ensuite, avant et après Christophe Colomb, la mondialisation maritime puis coloniale se déploie. Enfin, la mondialisation des transports aériens planétaires a lieu au 20^e siècle. Ajoutons celle des technologies de l'information et de la communication.

Les globalisations elles aussi, sont multiples. Elles ont été souvent caractérisées à partir de tel ou tel progrès dans les pratiques techniques : l'âge de la pierre taillée... l'âge de la pierre polie... l'âge du bronze, du fer... l'âge de la vapeur, de l'électricité... l'âge numérique.

Le polyglotte heureux devient facilement historien heureux puisque les études historiques et linguistiques des civilisations et des sociétés sont en voie de globalisation transdisciplinaire. Les travaux de E. Benveniste (1969, 2015) et ceux de M. Ruhlén (2007) le prouvent.

Globalisation et mondialisation relèvent de perspectives diachroniques : historiques et géographiques. Par contre, on voit peu et mal qu'elles relèvent aussi de perspectives adaptatives fonctionnelles qui sont synchroniques. Elles doivent réguler « ouverture, fermeture », « continuité, discontinuité », « unité, diversité », « holisme, individualisme », « tradition, novation ».

Toute globalisation, toute mondialisation met en

œuvre ces deux sortes de perspectives autour du processus principal d'unification. Unification d'ordre politique, religieux. Ou encore d'ordre informationnel technique autour de pratiques nouvelles émergentes : cheval, roue, monnaie, vapeur, électricité, avion, médias, fusée, informatique, portable.

Globaliser, mondialiser, c'est unir à partir d'une activité, ou d'une autre, qui domine alors. Le problème, c'est qu'il n'y a pas *a priori* de limite. Les humains peuvent globaliser et se mondialiser toujours plus puisque monde peut signifier planète, système solaire et même univers.

4./ Les matrices d'unification : religion, politique, économie, information

La recherche et la réflexion interrogent l'évolution humaine planétaire : biologique préhistorique et historique. À travers toutes les aventures déjà évoquées, les acteurs humains mettent en œuvre quatre grandes matrices d'unification : religion, politique, économie, information.

Pendant des millénaires, les deux premières se sont déployées, structurant royaumes et empires. Économie et information se sont ensuite imposées, à travers l'engendrement des nations industrielles marchandes. Aujourd'hui, les quatre matrices d'unification et les formes de société – tribale, royale-impériale, nationale et mondiale – sont entrées dans des compositions multiples engendrant les sociétés singulières composites. Nous comprendrons mieux l'aventure humaine dans son actualité en la situant dans cette histoire longue qui l'a préparée.



Planisphère d'Agnese Battista (1543)

5./ Matrices d'unification et formes de société avant même l'histoire

On connaît bien l'expression de « miracle grec ». Elle se réfère au politique avec la démocratie, et à l'information avec les connaissances scientifiques. Nous sommes alors dans une période où partout dominent royaumes et empires. On ne souligne pas assez que l'exception grecque est à mettre en rapport avec la récence de leur forme sociétale antérieure : tribale. Nombre de tribus ont été en effet des démocraties primitives. Elles s'étaient construites sur le partage en groupe de l'analyse des problèmes et des résolutions. Cela pour le bien commun de l'ensemble.

Nombre d'études y insistent. Citons seulement, au 14^e siècle : Ibn Khaldûn (2012, 2002). Et plus près de nous : Pierre Clastres (1972), Jean Baechler (1985), Emmanuel Todd (1999). Il est vrai, Clastres précise en même temps que les guerres ont toujours été l'occasion de faire émerger une autre forme de société, la chefferie. Elle a pu être parfois de circonstance mais elle a pu aussi tenter de se maintenir et y parvenir.

Le fondement religieux du politique a été fréquemment constaté. Maurice Godelier (2010), d'orientation marxienne, croit d'abord en la prégnance de l'économie dans la genèse des sociétés. Les études de terrain en milieu tribal, pré royal ou déjà royal, menées par ses prédécesseurs et par lui même, l'ont convaincu du primat du fondement religieux dans la constitution des sociétés. Un groupe familial se distingue des autres en se présentant comme descendant d'un ancêtre auquel les dieux ont communiqué des enseignements précieux pour la survie et l'organisation du groupe. Les autres lignages se soumettent et coopèrent aux initiations, aux sacrifices, et à la gestion des activités dans l'espace et le temps.

Alain Testart (2012) met en évidence la dimension économique à l'origine des « ploutocraties ostentatoires ». Il part des travaux antérieurs de Marcel Mauss concernant les sociétés à *potlatch*. Les « ploutocraties ostentatoires » sont des sociétés dans lesquelles une famille s'est enrichie plus que les autres. Elle en tire prestige et pouvoir à travers la mise en œuvre de redistributions périodiques de ses biens. L'ostentation s'exprime dans de grandes fêtes de consommation. Mais aussi au travers de mégalithes dressés ou de tombes familiales remarquables.

Tous ces travaux démontrent que religion, politique, économie (et information mêlée) constituent bien de véritables matrices d'unification à l'œuvre dès la préhistoire dans la constitution même des formes de société. Nous devons les considérer comme le cœur contradictoire et toujours actif de toute globalisation de l'aventure humaine.

6./ Le quadrimoteur fou, l'humanité en crise

Les quatre grandes activités, moteurs du développement des formes de société, n'ont pas cessé de produire miracles ou monstruosité. Edgar Morin parle d'un « quadrimoteur fou ». Jacques Berque et Henri Van Lier se représentent aussi toujours ces quatre activités comme un ensemble dynamique.

La folie de certaines politiques explose lors de la grande Guerre civile européenne, étendue au monde (1914-1945). Des empires reposant sur le politique et le religieux ne veulent pas perdre ces ressources originelles de leur pouvoir. En même temps, ils s'approprient les ressources renouvelées de l'économie associée à l'information scientifique et technique. Ils développent ainsi leur commerce et leur industrie. Ils pensent que cette conjonction du traditionnel et du moderne leur apporte plus de puissance.

Ayant cependant perdu la Première Guerre mondiale, ces royaumes ou empires se caricaturent : fascismes, nazisme, stalinisme. Hitler propose à son peuple un *Reich* pour mille ans ! Le camp des démocraties, regroupé, a sans doute des atouts supérieurs et l'emporte.

Après 1945, la concurrence économique exacerbée dans la Triade (U.S.A., Japon, Europe) conduit, sans guerre ouverte, l'empire soviétique à imploser et la Chine à intégrer sa partition dans l'économie capitaliste mondiale.

Sur ces bases, l'économie occidentale accroît encore sa domination en devenant dérégulée, libre des contrôles étatiques limitant sa toute-puissance informationnelle mondiale. Il en résulte un ensemble de dérives dont la plus grave est non pas les inégalités en tant que telles mais le fait qu'elles maintiennent une immense partie des humains dans des conditions inhumaines, les stérilisant au détriment du développement de l'humanité toute entière.

De fait, l'économie financière, globalisée seulement pour elle-même, est désormais hors sol par rapport à l'humanité réelle. Elle s'égare dans l'invention perverse de produits toxiques déclenchant des crises mondiales. Le politique asservi est ensuite obligé de traiter ces crises en y associant, de gré ou de force, les citoyens.

Pour les pays en difficulté de développement, les situations deviennent désespérées à la fois économiquement et politiquement. Les guerres n'en finissent pas et rebondissent, d'une façon ou d'une autre, dans des dizaines de pays. Leurs populations appauvries et matraquées par les dictatures se lancent dans des fuites éperdues et suicidaires.

7./ De mondialisations en mondialités

Une conclusion devrait désormais s'imposer à la lecture de la longue aventure humaine. Les unifications se sont toujours appuyées sur des tentatives de globa-

lisation et de mondialisation partielles. Le quadrimoteur a en quelque sorte toujours été fou. Il n'a jamais réussi à faire fonctionner en même temps ses quatre moteurs.

Royaumes et empires ont mis le politique au sommet en s'appropriant le religieux. Ils l'ont aussi parfois détruit pour lui prendre ses biens. De même, ils n'ont laissé que des libertés très relatives aux acteurs de l'économie et de l'information.

En Europe, le politique a mis quelques siècles à se libérer de la domination de l'Église catholique romaine qui s'était installée à la chute de l'Empire. Mais ensuite, le politique au pouvoir n'a pas été capable d'unifier les peuples. Il les a même, au 20^e siècle, conduits à des monstruosité inimaginables où l'économie avait d'ailleurs aussi sa part.

C'est d'ailleurs l'économie qui prend le relais de la domination dans le contexte du danger atomique. Nous l'avons vu, grâce à l'exacerbation concurrentielle dans la Triade, elle est victorieuse sans avoir eu à faire de guerre ouverte quand l'URSS implose. Désormais sans contrepouvoir organisé, elle se développe sans limite. Elle n'a plus en face d'elle que des contrepouvoirs affaiblis ou désorganisés qui deviennent fous.

Cet ensemble de constats serait trompeur s'il n'était pas complété par d'autres constats primordiaux concernant les productions exceptionnelles de l'unification informationnelle, scientifique et technique. Celle-ci, même dominée, garde un atout majeur. Elle se réfère expérimentalement à la nature et c'est cela qui la constitue comme la seule vraie productrice de miracles. Nous allons voir qu'elle a même introduit dans la mondialisation la régulation possible de la mondialité.

Une nouvelle clarification langagière s'impose. Elle concerne l'emploi maintenant vieux de plus d'un siècle du terme mondialité. On le trouve déjà dans le titre même d'un ouvrage clairement nommé : *L'ère de la mondialité* (Greffé, 1904). A la fin du 20^e siècle, Edouard Glissant le met au centre d'un roman puis d'un traité évoquant « le « Tout-Monde » ».

Rappelons qu'en linguistique on nomme terminologie la discipline qui voudrait affecter un terme précis à telle donnée précise du réel. Il nous faudrait alors une infinité de mots que nous ne pourrions ni retenir ni échanger. Les dictionnaires de terminologies techniques – mécaniques, chimiques, médicales – nous en donnent une idée. Il faut donc accepter que nos mots communs naviguent avec plus d'un sens ou, à l'inverse, que plusieurs puissent avoir des significations voisines. Pour nombre de locuteurs, globalisation, mondialisation, mondialité seront synonymes. Toutefois, une racine qui se poursuit de deux fa-

çons (« isation », « ité ») vise sans doute une différence. « Urbanisation » et « urbanité » ne sont pas confondues. D'un côté, une action nouvelle : on installe et on aménage des villes, c'est l'urbanisation. Mais ce nouveau contexte de réalité requiert de nouvelles conduites relationnelles appropriées, c'est l'urbanité.

De même, les mondialisations par leurs actions, bonnes ou mauvaises, modifient la réalité qu'elles placent à leur échelle. Elles bouleversent, engagent, accaparent. En face d'elles, les mondialités sont des réalités obtenues, acquises, constatées. Elles paraissent susceptibles d'incliner à de nouvelles conduites qui leur correspondent. En effet, les mondialités constatent des distances inhabituelles, des globalisations supérieures qui s'esquissent. Elles s'interrogent sur leurs sens.

Une véritable recherche d'équilibration est désormais en cours entre les unifications largement dissolvantes de la mondialisation et les unifications autrement ouvertes de la mondialité. Essayons d'en prendre acte.

8./ Le sport entre prémonition et perversion

Dans un ouvrage consacré aux trois millénaires d'existence des sports de compétition, nous avons montré qu'ils étaient à chaque fois apparus dans la transition d'une forme de société à la suivante.

La première fois, c'est à l'occasion du passage des tribus aux Cités Etats. Le chef tribal victorieux est envahi par un orgueil démesuré, l'*hubris*, nuisible à la société qu'il vient de sauver. Or, il va pouvoir y échapper dans une nouvelle voie, celle liée à d'éventuelles performances dans le cadre de Jeux compétitifs placés sous l'invocation des dieux de l'Olympe.

La seconde fois, le sport apporte sa transition lors du passage des royaumes et empires aux nations marchandes. L'aristocrate anglais, désormais engagé dans les activités agricoles et commerciales, est privé de la gloire militaire. Le sport lui offre un blason de substitution, également fait de discipline, d'exploit et de gloire.

Il y a encore une troisième fois, quand les nations marchandes doivent passer au mondial. C'est là qu'intervient Pierre de Coubertin pour lequel « les valeurs du sport ne peuvent demeurer nationales ». Il propose « de nouveaux Jeux Olympiques à l'échelle du monde... ouverts à tous, à tous les pays... à toutes les religions ». Proposition prémonitoire. Défi éthique qui n'apparaît qu'ensuite avec la folie des nations dans le déferlement des violences des deux Guerres mondiales.

Après elles, la mondialisation sportive reprend sous la domination de l'économique. Elle n'évite pas

sa corruption par l'argent. Et pas davantage par les dopages toujours en avance sur leur contrôle. Pourtant, les sports déploient aussi un côté de mondialité qu'ils expriment dans l'appropriation esthétique de la planète. Ainsi, en 1969, lors de la première course du monde à la voile en solitaire, Bernard Moitessier, vainqueur potentiel, abandonne le prix au suivant. Il le fait à partir de l'unique « besoin de continuer vers le Pacifique ».

Aujourd'hui, le tour du monde aérien sans carburant de *Solar Impulse* fait la liaison entre mondialité sportive et mondialité écologique.

9./ L'écologie entre contraintes de la mondialisation et conscience de la mondialité

L'écologie est en effet dans la même situation que le sport. D'un côté, elle est terriblement aux prises avec les violences de la mondialisation. Les États et les peuples ont des positions différentes liées aux développements décalés dans le temps. Les accords mondiaux sont difficiles à obtenir. Même la COP21, fin 2015 à Paris, a dû se contenter d'un accord inférieur à ce que la situation écologique de la planète exige. En même temps, l'écologie est un extraordinaire soutien de la mondialité. L'information écologique est par définition centrée sur la globalisation de la biosphère. Celle-ci représente de façon exemplaire ce que nous devons nommer un fait-valeur. C'est-à-dire un fait qui, si nous ne sommes pas égo- ou socio-centrés, s'impose à nous comme absolument prioritaire. L'écologie met en évidence l'universel de cette biosphère planétaire. Elle la personnalise même, en la nommant Gaïa. Et pourtant, D. Cohen (2015 : 138) reste sceptique. Selon lui, « l'idée d'humanité, convoquée au tribunal du réchauffement climatique, est à certains égards prématurée... Il est peu probable qu'une action collective d'ampleur suffisante puisse être mobilisée par la seule évocation du risque planétaire ».

10./ La cosmonautique : rivalité planétaire et mondialité cosmique

La cosmonautique est d'abord le fruit des rivalités géopolitiques de l'Est et de l'Ouest après la fin de la Seconde Guerre mondiale, pendant la Guerre froide. L'enjeu est la place de leader politique mondial. Or, la victoire cosmonautique de 1969, quand les Américains mettent pour la première fois le pied sur la lune, annonce la victoire économique et politique que signent en 1989 la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS.

Ensuite, la mondialisation cosmonautique est partagée par une pluralité de grandes nations. Une véritable rupture est survenue dans l'évolution humaine. La planète Terre est désormais un objet extérieur, unifié, sous

le regard du cosmonaute auquel s'identifient les humains.

Nous vivons toujours dans la mondialisation terrestre étroite, inaboutie et dangereuse dans sa version de globalisation financière. Mais en même temps, le regard du cosmonaute ne globalise pas seulement la Terre, ou du moins il le fait avec son environnement céleste.

La mondialisation cosmonautique est ainsi d'emblée cosmique. Cet humain cosmique, pas seulement virtuel, fait violemment contraste avec les humains perdus dans le maelström de la mondialisation inhumaine.

11./ Information et communication entre nœud gordien et synthèse ouverte

Dans la mondialisation, l'information et la communication ont fait une série de bonds en avant avec tout un ensemble de nouvelles technologies. D'abord, avec la pluralité des médias de communication. Ensuite, avec les performances des traitements numériques et la multiplication des réseaux. Toutefois, cette mondialisation est aussi source de perversion. Par exemple, avec son triple matraquage publicitaire, sportif et politico médiatique. Celui-ci réussit le tour de force de produire l'information désinformante dans cette « *Société du Spectacle* » si bien analysée par Guy Debord (1996, 1967).

L'information de la mondialité est en genèse. Elle ne parvient pas à s'imposer dans les médias. Ceux-ci ne se consacrent que de manière infinitésimale à l'histoire mondiale et planétaire qui est l'une des sources indispensables d'une culture de la mondialité. Elle relaie très peu, très mal les analyses économiques des Prix Nobel qui critiquent la toxicité de l'économie financière globalisée et dénoncent la croissance vertigineuse et suicidaire des inégalités.

L'histoire, au lieu d'être analysée et comprise, est submergée par les identités affirmées des pays et de leurs gouvernants. Le grand public reste à l'écart de centaines d'études considérables de très grande qualité sur l'histoire des civilisations. Nommons seulement Toynbee, Needham, Braudel, Baechler, Cosandey, Jullien. Bien d'autres seraient à citer.

12./ Diasporas et migrations en mondialisation : l'impossible humain mondial

On le voit, la mondialité ne l'emporte pas sur la mondialisation. Celle-ci continue de bouleverser les destins économiques et politiques de très nombreux pays. On prétend depuis des décennies aider les pays en développement. Tout au contraire, on les abandonne à des dictateurs. Assaillis par une misère sans remède, les migrants économiques se sont mis en mouvement au péril de leur vie. Pareillement, les réfugiés poli-

tiques victimes de guerres sans issue.

On n'a pas non plus compris dans ce domaine la lueur de mondialité qu'il aurait fallu remarquer depuis longtemps à propos de toutes les diasporas. À commencer par la diaspora juive. Dans les diasporas, quelle que soit leur diversité, l'acteur humain se pose de facto comme celui qui ne peut être ramené entièrement à sa seule appartenance à tel ou tel ensemble communautaire ou sociétal.

Le bouleversement résultant de millions de migrants, cherchant à fuir les pays de la mort et à venir dans ceux de la vie, pourrait aider à relever le défi global que l'humanité jusqu'ici ne veut pas comprendre et traiter. Comme y ont insisté Hannah Arendt et Giorgio Agamben (2002), ces réfugiés et migrants incarnent l'humain nu, privé de tout contrat social. Jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de droits de « l'homme en tant que simplement humain ».

L'humanité ne se reconnaît pas puisqu'elle n'a pas encore inventé de protection assurée pour un homme détaché de toute appartenance sociale. Le philosophe allemand Walter Benjamin écrivait dans la première moitié du XX^e siècle : « Les hommes en tant qu'espèce (biologique) sont parvenus depuis des millénaires au terme de leur évolution ; mais l'humanité en tant qu'espèce (bio-culturelle) est encore au début de la sienne ».

Jacques DEMORGON

Bibliographie

- Agamben G. 2002. *Moyens sans fins. Notes sur la politique*. Payot Rivages.
- Baechler J. 1985. *Démocraties*. PUF.
- Benjamin W. 2000. *Œuvres*. Gallimard.
- Benveniste E. 1969. *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*. 2 t. Minuit.
- Benveniste E. 2015. *Langues, cultures, religions*. LLL.
- Clastres P. 1972. *La société contre l'État*. Seuil.
- Cohen D. 2015. *Le monde est clos et le désir infini*. Albin Michel.
- Debord G. 1996, 1967. *La Société du Spectacle*. Gallimard.
- Glissant E. 2007, 1997. *Traité du Tout-Monde*. Gallimard.
- Godelier M. 2010. *Au fondement des sociétés*. Gallimard.
- Greffe G. de. 1904. *L'ère de la mondialité*. Bruxelles : Feron.
- Mallarmé S. 1998. *Poésies et autres poèmes* (Tombeau d'Edgar Poe, 1876). Gallimard.
- Ruhlen M. 2007. *L'origine des langues*. Folio Gallimard.
- Todd E. 1999. *La diversité du monde*. Seuil.
- Ibn Khaldûn. 2012, 2002. *Le livre des exemples*. 2 t. Pléiade, Gallimard.
- Testart A. 2012. *Avant l'histoire*. Gallimard.

Morceaux choisis

Pour vous, tout cela c'est de la poésie. Les héritiers de Clio réclament une compensation financière pour les égarements de leur mère et grand-mère, une vengeance ; m'enlever ma maison pour construire une station balnéaire, des bâtiments qui apporteront progrès, emplois et vie sur ces terres. Mais quelle vie construit-on sur les fondations de l'assassinat ? Car vous allez tuer ce que j'étais, et ce qui reste en moi : ce que je n'ai pas été.

Oui, je connais l'arrogance de la jeunesse sans mémoire, je comprends que pour vous tout ce qui n'est pas progrès est recul, je sais que mon histoire déclenche vos rires et vos bâillements, que vous évaluez ma résistance, les jours, plus beaucoup, qui me restent à vivre ; mais je vais vous donner un conseil : ne méprisez pas les nostalgies d'un vieil homme, ce sont les espérances les plus durables. Aucun révolutionnaire ne défendra ses idéaux avec la férocité qu'un vieux mettra à protéger ses souvenirs.

Et la terre, cette terre, vieille et entêtée, n'oublie jamais, même quand elle se tait, les enfants qui l'habitent.

Victor Del Árbol, *Les pigeons de Paris*, La Contre Allée, 2016.

Quoi qu'il en soit, cette catastrophe [Fukushima] aura au moins servi à démontrer deux choses. En premier lieu, et comme nous le savions déjà, l'industrie nucléaire se trouve sous la tutelle d'États de type absolutiste (quel que soit le pays concerné). En second lieu, ces mêmes États et les industries qui la soutiennent ne sont pas prêts à renoncer à une forme d'énergie qui est la pierre angulaire de leurs stratégies de contrôle de la population et des territoires. L'énergie nucléaire légitime au plus haut point le pouvoir : grâce au chantage qui est fait en matière de sécurité, elle concentre toutes les formes d'autorité scientifique et médicale, bureaucratique et politique. L'industrie nucléaire est ainsi l'incarnation du pouvoir en ce qu'il y trouve son expression la plus claire et sa réalisation la plus aboutie. Ce qui fit dire à l'écrivain et journaliste Robert Jungk qu'il s'agit bel et bien d'une « nouvelle tyrannie ».

Face au Léviathan nucléaire, quelle incidence pourraient avoir les modestes récriminations de la population ? En cas d'accident, l'État est tout, absolu et démentiel, et l'individu rien. Tout au plus, un pestiféré.

José Ardillo, *Les Illusions renouvelables – Énergie et pouvoir : une histoire*, L'Échappée, 2015.

Comment construire le concept de limite

Comment construire le concept de limite d'une manière qui soit convaincante pour le plus grand nombre possible de personnes ? Peut-il faudrait-il être capable de réunir les multiples dimensions dans lesquelles il peut s'appliquer. En matière d'éthique, ce concept nous recommande de viser non pas tant un perpétuel dépassement de soi qu'une forme d'excellence du caractère, un certain idéal aristocratique qui a toujours été prisé par les anarchistes. En matière de rapport avec la technique, une pensée politique basée sur l'idée de limite incite à la préservation de la plus grande autonomie humaine, par combinaison proportionnée entre ce que l'humain peut faire par lui-même et les outils industriels qui accompliront certaines tâches pour lui. En matière de rapport avec la nature, la limite implique de considérer l'être humain comme la « conscience de la Terre », ou la nature « prenant conscience d'elle-même », pour paraphraser Élisée Reclus : une émergence dans la nature, à un niveau de complexité tel qu'il a la possibilité de réfléchir cette nature et d'en accompagner l'évolution par les œuvres de la liberté. En matière politique, la question de la limite rejoint celle de la taille idéale des communautés humaines, pensée de manière à ce que le pouvoir ne puisse être accaparé entre des mains peu nombreuses, de sorte qu'au contraire chacun puisse avoir son mot à dire dans les affaires qui le concernent, en se sentant partie prenante de la communauté. Cette question rejoint celle de l'organisation des villes et des campagnes, et du rapport sensoriel qu'elle induit entre le corps propre et son milieu : un milieu organisé pour le tout voiture, ou une nouvelle ligne à grande vitesse, tout en contractant l'espace, privent littéralement l'usager de la jouissance de son corps déambulant. En termes de rapports sociaux, enfin, une pensée de la limite implique de considérer la liberté moins comme un point de départ – celui d'un individu atome disposant de droits – que comme la résultante d'un processus collectif d'individuation, d'où la conséquence simple qu'au-delà du seul principe de non-nuisance, il existe également des actions qu'il est déshonorant de faire, *parce qu'elles engagent toujours déjà les autres*.

Prise dans son ensemble, l'œuvre d'Ivan Illich est probablement celle qui pourrait donner le plus de grain à moudre autour d'une réévaluation du concept de limite dans la critique sociale. Alors que son esprit est finalement tout aussi iconoclaste que celui des grands « déconstructeurs » français, Illich a par-

couru trois générations de limites politiques, depuis le rapport du Club de Rome sur les limites à la croissance sorti en 1972, en passant par les limites à la prise en charge institutionnelle dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transports, jusqu'aux limites qu'il souhaitait maintenir fortement, dans les années 1980 et 1990, face à l'intériorisation de l'imaginaire cybernétique par des individus sommés de gérer leur « capital humain ». Avec le rapport du Club de Rome, disait Illich,

« c'était avant tout l'environnement physique que l'on voyait menacé ; aussi les débats qui en résultèrent se bornaient-ils aux combustibles et aux nuisances. Il me parut alors important d'attirer l'attention sur la nécessité de limites analogues dans le secteur des services. [...] Depuis lors, la nécessité de limites à la prise en charge institutionnelle a été reconnue : limites à la médicalisation de la santé, à l'institutionnalisation de l'enseignement, aux assurances contre les risques, à l'emprise tentaculaire des médias, à la tolérance à la prise en charge sociale – tout cela fait aujourd'hui partie de la discussion sur l'écologie. Avec les années quatre-vingt, le débat sur les limites de la croissance accède à un troisième stade. Le premier s'était principalement centré sur les biens, le deuxième sur les services. Le troisième se centre sur les « communaux ». »

Que sont ces « communaux » dont parle Illich ? Historiquement, ils font référence aux pâtures et aux bois, dont l'*enclosure* fut au XVIII^e siècle le fondement de l'expansion d'une économie marchande recourant massivement au salariat. Mais dans le contexte contemporain, les « communaux » désignent tout le domaine qu'Illich nomme le vernaculaire, où les humains associés produisent pour leur subsistance, jouissent de valeurs d'usage, grandissent dans des rues libres de toute circulation, et n'ont pas besoin de recourir à des biens et services manufacturés pour mener à bien leur existence. Or c'est ce domaine, analogue à ce que les philosophes appelleraient le « monde de la vie », qui se trouve constamment sous le feu de la croissance économique et de la généralisation néolibérale de la forme-entreprise. D'où, selon Illich, le drame contemporain d'une constante *humiliation de la chair* : au lieu d'être à l'écoute de notre corps vécu, nous en cherchons le bilan de santé

chiffré ; au lieu d'apprécier la qualité et la beauté d'un travail, nous le mesurons quantitativement ; au lieu de cultiver l'amitié et d'entrer dans des rapports pérennes et complexes avec les autres, nous accumulons des contacts sur des réseaux sociaux, de manière à préserver la possibilité de faire défection. Dans le monde de l'illimité, notre corps est sommé de se modifier, tout comme la perception que nous en avons, sous peine de perdre le rythme. D'où un arrachement perpétuel à soi, où la fascination pour la vitesse côtoie l'humiliation de la chair inadaptée :

« De plus en plus on fait appel aux médecins pour accorder quelque crédibilité au corps que Windows 95 me suppose. Je ne cherche pas à savoir ce qui rend cette conception si attrayante. Je dis au contraire que ce corps est nécessaire dans l'énorme rituel institutionnel de la modernité ; que c'est seulement avec un tel corps que l'on peut prendre sa voiture et bondir ainsi de lieu en lieu sans toucher terre, regardant le monde, des heures durant, à travers un pare-brise où l'on ne voit que des lieux où soi-même on n'est pas et où la réalité, pour autant qu'elle existe, nous laisse de côté ; qu'il faut un tel corps pour vivre dans un monde où tout savoir est le produit d'une entreprise éducative (que ce soit l'école ou la fonction "aide" du percolateur) : toutes ces choses supposent et impliquent un corps tel que le médecin vous décrit comme étant le vôtre. »

En considérant la valorisation du vernaculaire comme un attachement muséal à un monde qui n'est plus, en considérant également qu'une pensée comme celle d'Illich se trouve immanquablement disqualifiée par son ascendance chrétienne, certains de ceux qui aujourd'hui s'affublent de l'étiquette de « révolutionnaires », de « radicaux » ou de « libertaires » et se placent fièrement sous la bannière de la déconstruction pourraient bien hâter en définitive la soumission de toute vie à la logique expansive de l'économie et du contrôle cybernétique.

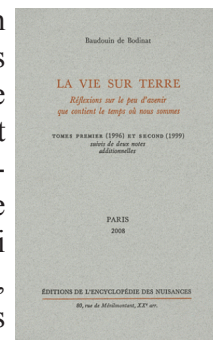


Renaud GARCIA

(extrait de:
Le désert de la critique)

Morceaux choisis

Et j'ai pensé à ce sujet qu'en voyant dans les magazines les portraits de ceux-là qu'on estime considérables en toutes activités et qu'on donne en référence à l'émulation – « de ceux qui font quelque figure dans le monde, de ceux qui ont part aux intrigues du monde, de ceux qui entrent plus avant dans le commerce & dans le secret du monde » -, qui sont en vainqueurs dans la compétition sociale ; qu'à une époque où ces gens-là sont quelque chose, on se dit, avec un véritable soulagement, que c'est une légitime satisfaction d'amour-propre, un motif d'orgueil, une sorte de grandeur, de n'être absolument rien.



Baudouin de Bodinat, *La vie sur terre (Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes)*, Éditions de l'Encyclopédie des nuisances, 1999.



Politiquement je n'ai pas pris part à la lutte contre l'Empire. Deux raisons d'ordre moral et un obstacle matériel m'en empêchaient. Ayant eu l'occasion de fréquenter le groupe blanquiste, à l'exception de son chef qui est une figure à part, comme tous les vrais chefs, j'avais reconnu dans ce groupe, alors le seul remuant, tous les irrémissibles défauts des violents, sans tenue, sans programme, sans autre valeur, chez les meilleurs d'entre eux, que l'audace et le fanatisme. [...] Quant à l'opposition, telle qu'elle existait à la Chambre et dans le journalisme, aucune expression ne rendra mon mépris pour elle. [...] Dans son imbécilité, Paris républicain ne savait pas qu'une opposition parlementaire est la poutre obligée que se donnent, pour ne pas tomber, les empires vermoulus.



Jules Andrieu, *Notes pour servir à l'histoire de la Commune de Paris (1870-1871)*, Libertalia, 2016.



Livres

L'Homme antagoniste, Jacques Demorgon (Economica-Anthropos. 418 p.)

Jacques DEMORGON

L'HOMME ANTAGONISTE



On sait la collaboration précieuse de notre ami Jacques Demorgon à notre revue. Un thème – l'idée laïque – au-delà de la richesse des sujets abordés – donne son sens profond à l'ouvrage.

Les connaissances concernant l'univers, l'histoire même d'*Homo Sapiens*, nous ont préoccupés – d'une manière ou d'une autre – sans doute depuis

toujours. Il apparaît qu'elles soient de deux sortes :

- l'une souhaite reposer sur l'esprit de libre examen. C'est celle du paysan, du navigateur, de l'astronome et, un peu plus tard, du savant dont les hypothèses sont toujours renouvelables : pour Ptolémée, le Soleil tourne autour de la Terre. Pour Aristarque de Samos et Copernic plus tard, c'est le contraire. Mais, dans l'ensemble, les savoirs « objectifs », même aujourd'hui, sont encore dispersés.

Jean Rostand notait naguère que, sur les grands problèmes, il n'avait pas trouvé de réponses. Ce qu'il savait n'était rien à côté de ce qu'il ignorait.

- « L'autre pente », écrit Jacques Demorgon, résulte « de révélations supposées supérieures ». Les croyances, souvent religieuses, nous donnent certes des visions d'ensemble, mais, en même temps « dressent les hommes les uns contre les autres jusqu'aux monstrueux meurtres de masse » ou les violences extrêmes – individuelles ou collectives – que nous connaissons depuis quelques années dont le but est d'organiser la terreur.

Jacques Demorgon refuse les fanatismes, discerne les dynamiques qui favorisent le Progrès scientifique. Parfois, pour le meilleur ou pour le pire. C'est que l'Histoire, comme la Nature, est antagoniste. Le philosophe rappelle que la vie est adaptation, comme l'avait montré le grand psychopédagogue Henri Wallon. Pensée d'ailleurs déjà exprimée par Héraclite quand il affirmait que « l'homme ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve » et par le Chinois Zong Yong, quatre siècles avant Jésus-Christ.

Dans une langue claire, élégante, accessible à tous, l'auteur démontre que les cultures sont au croisement des antagonismes. Il préconise une démarche pour dépasser ceux-ci. Au demeurant, sur le plan professionnel, tout professeur soucieux de la bonne marche de sa classe la connaît. Il s'agit tou-

jours de refuser la morale binaire (parents ou élèves, vous êtes mes adversaires parce que différents de moi. L'attitude inverse existe aussi...) En réalité, il s'agit toujours de comprendre que cette différence, à condition qu'elle ne soit pas figée, peut nous enrichir. Chacun est la somme de plusieurs identités en devenir. La rencontre interculturelle s'apprend, qu'elle s'opère entre le Provençal et le Chti', le Dogon et le Norvégien. L'empathie y a sa part nécessaire mais aussi l'exercice d'une science du caché – d'une herméneutique – elle exige des savoirs. L'interculturel ainsi conçu, qui n'est jamais une idéologie, s'appelle la laïcité. Nos camarades se doivent de lire les pages consacrées à celle-ci, imaginée comme « un véritable universalisant humain (...) toutes ces analyses nous permettent de comprendre que la laïcité – celle de Jaurès et de Briand – dispose d'un immense domaine de développement, indispensable à l'humanisation des Hommes ». Encore s'agit-il de l'explorer et d'en inventer les modalités.

Un livre superbe.

Jean MOREAU

À l'assaut... du ciel, Jean Bruyat

(Editions GAP, 2, rue du Marais – Zac du Puits d'Ordet – 73190 Cahalles-les-Eaux. 218 p.)

« Non, Nicolas, la Commune n'est pas morte ! » Ce couplet d'une chanson ouvrière pourrait résumer le beau roman de Jean Bruyat : il célèbre le prolétariat parisien qui, pendant 72 jours, s'est « lancé à l'assaut du ciel ».

Une histoire désuète ? Est-ce si sûr ?

La Commune annonce la Séparation de l'Église et de l'État, interdit le cumul des traitements, ouvre la citoyenneté... aux étrangers, réquisitionne les ateliers désertés par les propriétaires, réclame le droit au travail et l'égalité des salaires pour les femmes, ainsi que l'École laïque, gratuite et obligatoire...

Internationalistes, on ne dit pas à l'époque « altermondialistes », venus d'autres pays, des militants combattront à ses côtés. Garibaldi en est l'un des exemples.

La Commune est le roman du peuple.

Dans une langue limpide, élégante, l'auteur, au détour des événements, ressuscite quelques personnages de cette geste héroïque, si longtemps occultée dans les livres d'Histoire.

Dès la première page, il sait dresser le décor, nouer l'intrigue : « Paris, 14^e arrondissement, entre loup et chien. Nuit d'hiver (...) personne ne pouvait deviner

qui, du loup ou du chien, prendrait la suprématie sur l'autre. » La neige. Dans la rue, un homme affronte le froid. Il cherche à se crêcher... Ailleurs, un bourgeois reçoit l'extrême-onction. Plus loin, on rencontre Séraphin, Compagnon charpentier du Devoir de Liberté... Son nom, c'est Franjus. Ne supportant ni les incompétences du gouvernement, ni l'inimaginable souffrance d'un peuple parisien qui d'abord se révolte par patriotisme, contre l'invasion des Prussiens... Voilà, toute la narration est de cette belle veine, sobre, énergique, rédigée dans un beau français, pathétique très souvent quand on voit, par exemple, le vieux Delescluze mourir sur la barricade.

Et puis, qui s'en étonnerait, on rencontre Vallès, Louise Michel, *la grande sœur des pauvres* qui, demain, en Nouvelle-Calédonie, défendra les Kanaks.

Jean Bruyat a raison de rapporter le mot de Thiers que l'on ne connaît pas assez. Le Versaillais constate: « le sol est jonché de leurs cadavres, ce spectacle affreux leur servira de leçon ».

Avec sensibilité, l'auteur, en annexe, publie quelques chants autour de la Commune : de Pottier à Jean Ferrat. Entendons ce dernier :

« C'était des ferronniers – Aux enseignes fragiles – C'était des menuisiers – Aux cent coups de rabot (...) C'était des forgerons devenus des moblots – Ah ! laissez-moi chanter Pottier – Il y a cent ans... (...) Comme une étoile au firmament – Ils s'éteignaient pour la Commune – Écoute bien chanter Clément... »

Un roman du peuple... qui initiait, qui initie toujours, à la résistance.

Jean MOREAU

Rien n'est fini, tout commence, Gérard Berréby & Raoul Vaneigem, Allia, 400 p., 25 €.



Par ordre alphabétique, le premier des co-auteurs de ce livre est le fondateur et l'animateur des éditions Allia fondées en 1982. Trois ans plus tard, elles publiaient *Documents relatifs à la fondation de l'Internationale situationniste* (1948-1957), inaugurant une longue suite de livres sur le sujet. Parmi ceux-ci, Gérard Berreby s'entretint avec

quelques figures marquantes de ce mouvement d'avant-garde (Jean-Michel Mension, Ralph Rumney, Piet de Groof). Dernier en date, le présent ouvrage déroule un long entretien avec Raoul Vaneigem.

En 400 pages denses, dans une mise en page élégante avec une très riche et pertinente iconographie, Raoul Vaneigem, sollicité et relancé en permanence par son interlocuteur, revient sur l'ensemble de son

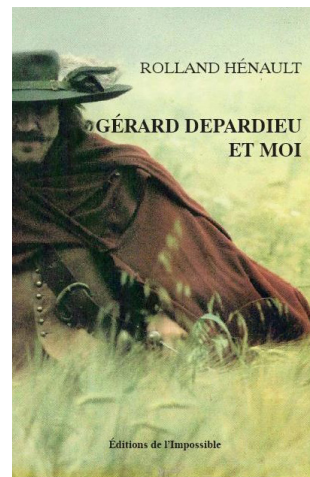
itinéraire, depuis son enfance en Belgique jusqu'à aujourd'hui, en passant, bien sûr et avant tout, par sa participation à l'Internationale situationniste. On y retrouve les surréalistes belges, le philosophe marxiste Henri Lefebvre, et, bien sûr, Guy Debord et les principaux protagonistes de l'Internationale situationniste, aussi bien que les grands événements de ces années 1950-1960, des grèves belges de 1961 à la grande année 1968 et ses suites. On y retrouve également, en complément des illustrations, documents d'époque – comme le tract jubilatoire de 1963, « Pas de dialogue avec les cons » – et entretiens inédits avec des protagonistes du récit de Vaneigem. On y appréciera aussi les réflexions de l'auteur sur l'ambivalence des mouvements d'avant-garde, en particulier quand il souligne que ce qu'il avait pris « pour une cohérence entre la pratique et la pensée, n'était que prétexte à procès et à accusation »... Et, pour aujourd'hui, on soulignera son insistance sur l'importance des « expériences tâtonnantes » où s'élabore « cette autogestion de la vie quotidienne qui porte les germes d'une société véritablement humaine ». À cet égard, en effet, rien n'est fini dans la contestation d'un capitalisme mortifère et tout commence, ou pourrait commencer si l'on sait se saisir des opportunités de le combattre.

Louis SARLIN

La Vie ouvrière (1909-1914) par Colette Chambelland

Un article à lire sur notre blog
<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/>

Nos amis ont publié



Le nouveau livre de Roland Henaut, *Gérard Depardieu et moi*, peut être commandé sur le site: <http://www.elize-chanson.com>.

L'islamophobie, une invention du colonialisme français

« Islamophobie », le terme a envahi le discours politique. Sa datation a été l'occasion d'une belle polémique. Observatrice attentive des dynamiques religieuses actuelles, Caroline Fourest avait cru qu'il était apparu fin année 70 / début années 80. En fait, il avait été forgé au tout début du XX^e siècle. Cette erreur de datation, les islamobaratineurs n'ont pas manqué d'en faire des gorges chaudes. Fouillant les archives (plusieurs sont universitaires et donc payés pour ça), ils ont en effet fini par découvrir que c'est vers 1910 qu'un certain Alain Quellien avait forgé ce néologisme¹. Ensuite, le terme a été repris vers 1912 par d'autres auteurs, il aurait circulé quelque peu jusqu'au milieu des années 1920, avant semble-t-il, de disparaître totalement de la circulation.

Dans les années 1980, quand C. Fourest l'observe, ce n'est donc pas « d'apparition » qu'elle aurait dû parler mais de « réapparition ». Donnons sur ce point toute la raison aux islamobaratineurs et rendons-leur grâce de nous avoir fait découvrir Quellien dont la lecture est bien intéressante : elle montre toute la perversité du concept d'islamophobie.

La personnalité même du fondateur du concept d'islamophobie est finalement, bien embarrassante pour ceux qui l'ont exhumé. Aussi, le présentent-ils tantôt comme membre d'une sorte d'amicale d'« administrateurs-ethnologues »² – amusant concept qui sent le bricolage – tantôt comme un « orientaliste français spécialiste de l'islam ouest-africain »³. « Ah, qu'en termes galants ces choses là sont dites » se serait écrié Molière !

Quellien, et on comprend tout de suite ce qui gêne les enfumeurs, était en réalité un cadre supérieur du ministère des Colonies, en lien avec l'officier « qui dirige avec compétence et distinction, le service des informations islamiques au ministère des Colonies »⁴. Foin donc « d'administrateur-ethnologue » ou de sympathique « orientaliste », Quellien est un Attaché du ministère des Colonies qui fait son travail : conseiller la meilleure stratégie de colonisation possible. C'est bien là tout l'objectif de son ouvrage « *La Politique musulmane dans l'Afrique occidentale française* »⁵.

C'est dans cet objectif, qu'après une réflexion bien nourrie et mûrie, il crée le concept « d'islamophobie », une « islamophobie » que Quellien pourfend avec force dans tout un long chapitre.

Qu'un fonctionnaire totalement dévoué à la cause de la colonisation en arrive à créer le terme d'islamophobie dans le but de dénoncer les islamophobes

avec beaucoup de vigueur, paraît, à première vue étonnant. En fait, c'est une conséquence logique de sa position raciste et de son soutien à la colonisation.

À la base, Quellien fait un constat : le colonisateur ne « tire » pas tout le bénéfice qu'il pourrait de sa colonisation. Par exemple la partie du « *Soudan, demeurant aux fétichistes (...) est une riche contrée vouée à l'immobilité, sans commerce, sans industrie, sans culture, sans aucun progrès dans l'avenir* ». Chacun perçoit tout de suite la profondeur du drame : le pays est « une riche contrée », mais le colonisateur n'en tire rien ; ses habitants n'ont pas envie de l'exploiter (et de se faire exploiter) au sens capitaliste du terme. Et ils n'ont pas plus envie d'être asservi par un État.

Or, toujours au Soudan, une partie est islamisée. Quelle différence ! Et Quellien de citer un de ses contemporains : « *Le Soudan, accaparé par l'Islam, c'est la discipline et l'organisation de masses d'hommes, jusqu'ici isolés et farouches ; (...) [qui va vers] la formation d'une société, d'un État (...) Avec le temps, on arrivera à faire de l'Islam (...) le plus précieux auxiliaire des intérêts français en Afrique* »⁶.

Voici donc, en quelques lignes tout le raisonnement : l'autochtone non islamisé (Quellien et autres « orientalistes » et « administrateurs-ethnologues » ne se gênent pas pour écrire « le nègre », le « fétichiste » et laisser libre court à leur racisme...) n'obéit pas et est improductif (au goût du maître) ; par contre le « nègre » islamisé devient obéissant et accepte de travailler davantage.

La diffusion de l'Islam en Afrique noire sert donc les intérêts du colonisateur français. C'est un « précieux auxiliaire ». S'attaquer à la propagande islamique, être « islamophobe » comme le sont les colonialistes les plus stupides, c'est nuire aux intérêts coloniaux de la France⁷.

Reste à justifier le raisonnement, car tous ses contemporains sont loin d'être convaincus.

La première étape est de persuader tout un chacun de « l'infériorité » des noirs. Et là, Quellien, plutôt cauteleux par ailleurs, n'y va pas avec le dos de la cuillère, soit qu'il cite d'autres auteurs, soit qu'il se « lâche » lui-même. Petit florilège :

« *Le noir comprend difficilement les idées abstraites* »
« *Son intellectualité [est] très restreinte et son indolence naturelle le [pousse] vers le moindre effort...* »
« *... comme l'esprit d'imitation existe à haute dose chez le nègre, celui-ci sera porté tout naturellement à répéter les gestes qu'il a vus et à prononcer les*

paroles qu'il a entendues, même s'il ne les comprend pas »

« ... le système de famille chez les nègres n'est pas le patriarcat, comme chez les sémites [dont les arabes], c'est une forme plus animale, le matriarcat, ... »

« Un abîme profond, ..., sépare les noirs des chrétiens, dans l'ordre intellectuel, moral, social et religieux », « Cela tient à ce que la race noire est une race inférieure à qui ne peuvent convenir les subtilités complexes de notre civilisation »

Bref, d'après l'inventeur du terme « *islamophobie* », le « *nègre* » n'ayant qu'une intellectualité restreinte ne saisirait pas les idées abstraites, tout au plus pourrait-il imiter des gestes et répéter des paroles qu'il ne comprend pas. Son organisation familiale serait même animale.

Et, pour ceux qui ne seraient pas, malgré ces « arguments » convaincus, de cette infériorité, voici l'argument massue : le « *nègre* » serait, nécessairement, cannibale : « ... le fétichisme obéit toujours à des pratiques hideuses, il tue souvent et dévore son ennemi vaincu »⁸.

L'étalage de ces affirmations aussi fausses qu'humiliantes est à proprement parler écœurant. Oui, mais il est indispensable à la construction du concept d'*islamophobie*.

Car c'est cette « *infériorité* » supposée du « *nègre* » qui justifie son islamisation, présentée comme un « *progrès* ». En effet, toujours d'après le pourfendeur de l'islamophobie, le noir malgré ses insuffisances intellectuelles serait tout de même conscient de la supériorité de l'Européen. Il voudrait bien l'imiter, mais il ne peut y parvenir. Par contre « (...) il a, tout à côté de lui, le musulman dont l'exemple est facile à suivre... » car « *La distance qui sépare (...) [le noir] du musulman n'est pas si considérable* ». Le noir, avec un petit effort, peut devenir musulman et, alors il « (...) a presque immédiatement conscience de s'être élevé dans la hiérarchie humaine ». Surtout, et ce n'est pas pour rien que Quellien rappelle qu'islam veut dire soumission et que sa pratique exige des efforts, le noir islamisé devient un bon petit colonisé : « *Au point de vue pratique, il [l'Islam] a l'avantage de constituer des tribus plus facilement gouvernables et administrables que les tribus restées fétichistes, à cause ... de leur obéissance à l'égard de leurs chefs.* ». « *L'action du mahométisme s'est également exercée dans les manifestations économiques et commerciales. La vie commerciale et industrielle s'est développée et à vu naître des industries...* ».

Bref, comme le note un autre auteur : « *Avec une sécurité plus grande sur les parcours commerciaux, il a provoqué une consommation plus intense, la circulation d'une monnaie fiduciaire et le change. Enfin*

l'Islam n'a pas été un obstacle au recrutement de nos troupes et de nos marins... (...) Il faut ajouter encore que dans l'ordre économique, à côté de la propriété commune qu'il a laissé subsister, l'élévation sociale s'est manifestée aussi par la constitution d'une propriété individuelle et dans le respect de l'autorité »⁹.

L'Islam est là, et enfin, le colonisateur respire ! Les tribus deviennent gouvernables, une vie commerciale démarre, la monnaie fiduciaire circule, le change se développe, la propriété collective disparaît progressivement au profit de la propriété individuelle, et tout cela sans affecter le recrutement de nos soldats et marins (dont des milliers, une fois convertis à l'Islam, viendront gentiment se faire exterminer dans les tranchées en 14/18). Et tout ça grâce à quoi ? Grâce à l'islamisation de l'Afrique noire. En un mot comme en cent, la colonisation et l'islamisation marchent la main dans la main, chacune tirant bénéfice des progrès de l'autre. C'est la conclusion à laquelle parvient, après sa longue étude, Quellien. C'est pourquoi, *a contrario*, il comprend qu'un des obstacles qui peuvent bloquer les « *progrès* » de la colonisation, c'est... la critique de l'Islam. C'est pour lutter contre cette possibilité d'entraver la colonisation que Quellien crée le terme « *islamophobie* »¹⁰ et c'est pourquoi aussi il pourfend cette « *islamophobie* » dans tout un long chapitre.

Cependant, s'il accorde une « valeur » à l'Islam (celle de constituer un palier bien utile entre « *le nègre* » et l'Européen et de faciliter ainsi grandement la colonisation), Quellien affiche un certain mépris pour cette religion dont le « ... *dogme est simple, [qui] manque d'originalité et de sacerdoce... [qui] traite de la vie matérielle et des occupations sensuelles chères aux noirs, dont il flatte les instincts. L'Islam est en harmonie avec les idées du milieu, car il tolère l'esclavage et admet la polygamie et la croyance aux génies et aux amulettes...* ». Bien plus, le créateur du concept d'islamophobie affirme qu'« *Il importe avant tout de réprimer, immédiatement et énergiquement, toutes les tentatives de soulèvement qui revêtent un caractère plus ou moins religieux* » des islamistes. Des positions qui, aujourd'hui, le feraient taxer « d'islamophobe » !

Le concept « *d'islamophobie* » est donc, depuis son invention, un concept pervers. Il a été inventé pour servir les intérêts du colonialisme français. Aujourd'hui il sert les intérêts du capitalisme international. Sûrement aurons-nous l'occasion de revenir sur ce dernier point...

CNT-AIT de Toulouse

Notes:

1. Ainsi, Wikipédia écrit : « En fait, le terme « *islamophobie* » était ap-

paru en 1910 dans l'ouvrage d'Alain Quellien La Politique musulmane dans l'Afrique occidentale française ». Les autres ouvrages cités sont plus tardifs d'une paire d'année.

2. Ainsi, dans l'article « *Islamophobie : une invention française* » (mai 2012) de Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, le terme « *administrateurs-ethnologues* » est utilisé plusieurs fois. C'est seulement dans une note de bas de page que les véritables fonctions de Quellien sont indiquées. L'article, s'il souligne que c'est un Français qui a inventé le terme se garde bien de dénoncer le racisme de ses écrits et sa volonté colonialiste affirmée.

3. <http://www.humanite.fr/que-recouvre-le-terme-dislamophobie-568608>

4.- Termes des remerciements que Quellien lui adresse dans son ouvrage.

5.- Facilement consultable en fac-similé sur le site de la bibliothèque Gallica. Toutes les citations de l'ouvrage sont extraites de cette édition.

6.- Edouard Viard. *Au Bas-Niger*. Quellien trouve cette opinion trop tranchée.

7.- Plus prudent en cela que les politiciens actuels – car s'étant donné la peine de bien étudier le sujet – Quellien est plus réservé sur les conséquences, à terme, de cette islamisation.

8.- E.-L. Bonnefon. *L'Afrique politique en 1900*.

9.- Qu'il définit très clairement comme un : « *préjugé contre l'Islam* », définition actuelle.

Ce texte est paru dans *Anarchosyndicalisme !* n°149 (cntaittoulouse.lautre.net)

Entre nous

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour.

Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, la RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes...

C'est grâce à vous tous que la RP peut continuer à vivre. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Sur internet

◇ Le livre *Josette et Jean Cornec, instituteurs* de Jean Cornec, publié en 1981, épuisé dans le commerce, a été mis en ligne sur Gallica:

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3322633x/f5.image>

◇ L'entretien sur Radio libertaire avec Bernard, militant co-fondateur de la CNT-SO, sur le thème du « confusionnisme politique » est téléchargeable à:

http://sortirducapitalisme.fr/media/com_podcastmanager/02-02-2016.mp3

Collections numérisées de *La Révolution prolétarienne*

La numérisation et la mise en ligne des anciens numéros et anciennes brochures de notre revue ont progressé, mais sur des sites variés.

Anciens numéros:

La collection de la R.P., de 1925 à 1939 est en libre accès sur internet :

- incomplète, mais avec possibilité de recherche chronologique, sur *Gallica*, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque Nationale de France: <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34387382s/date>.

- complète mais sans présentation (simple liste de fichiers pdf) sur le site du **Centre de recherche pour l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse** : <http://cras31.info/spip.php?article50>.

Les 100 premiers numéros d'après-guerre (1947-1955) sont désormais accessibles sur le site **http://archivesautonomies.org**, au format pdf librement téléchargeable: <http://archivesautonomies.org/spip.php?article1657>

Quelques numéros épars postérieurs à 1955 sont téléchargeables sur <http://cras31.info/spip.php?article50&lang=fr> ou sur notre blog.

Index:

Sur le blog de notre revue on trouvera le sommaire de 1925 à 1929 à:

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/2015/03/06/sommaire-1925-1929/>,

et l'index de 1930 à 1935 à:

<https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2014/03/indexrp1936.pdf>.

Brochures:

Sur le blog de notre revue (<https://revolutionproletarienne.wordpress.com>) on trouvera les brochures de la R.P. (ou les liens pour y accéder): *Deux ans d'Indochine: un fleuve de sang* (1934), *Ce qu'est devenue la Révolution Russe* (1936) et *Les deux grandes duperies du «Statut moderne du travail»* (1938); ainsi que deux brochures qui, si elles ne furent pas formellement publiées par la revue, doivent être considérées telles: *Vers un nouveau congrès d'Amiens* (M. Chambelland, 1929) et *Où va la CGT?* (Monatte, 1946).

Nous continuerons, dans la revue et sur le blog, de vous tenir informés de l'état d'avancement de ces numérisations.

Le paysage électoral aux États-Unis

Impossible d'écrire sur autre chose que sur les élections de 2016 bien qu'elles n'aient lieu qu'en novembre. Non seulement parce qu'on va élire un nouveau président, un tiers de la Chambre Haute (le Sénat) et tous les députés (*House of Representatives*) mais parce que cette élection est la plus surprenante qu'on ait jamais vue aux États-Unis, peut-être la plus importante aussi.

Première surprise : Le sénateur Bernie Sanders, candidat présidentiel « ouvertement socialiste » (comme on disait de quelqu'un il n'y a pas si longtemps qu'il était « ouvertement homosexuel ») qui prône des idées « révolutionnaires » (impôts élevés sur la fortune, campagnes politiques financées uniquement par le Trésor public, assurance maladie universelle, gratuité de l'enseignement supérieur public...) a réussi à récolter plus de six millions de voix aux primaires du Parti Démocrate, et – ceci est essentiel aux États-Unis – bien plus de trente millions de dollars, et cela au moyen de contributions modestes, à la différence de sa rivale Hillary Clinton. Dans le silence quasi-total des médias.¹ Bernie, comme on l'appelle ici, ne cesse de dénoncer ce système électoral qui permet des dépenses et des contributions illimitées pour financer une campagne politique. Or, à travers ce vaste pays, pour dénoncer efficacement le système tout comme pour le changer, il faut pouvoir financer une campagne, y compris à l'aide de pubs à la télé et ailleurs. C'est chose faite. Même s'il a maintenant peu de chances de l'emporter dans les primaires (il était trop peu connu des Noirs et des Latinos, partie importante de la base du Parti Démocrate dont l'appareil se méfie de lui) il a poussé Clinton vers la gauche. Il a aussi suscité l'enthousiasme de millions de jeunes par ses idées et par sa franchise. Également important : il a changé le vocabulaire du discours politique, car *the billionaire class*, *the 1%*, « *the working class* (la classe ouvrière) » ces termes étaient tous généralement absents du débat politique avant lui, bien que le mouvement « Occupy Wall Street » ait fait connaître les 1% et les 99%. Qu'il ait créé, comme il le dit constamment, *a political revolution*, cela reste à voir. Mais il compte bien faire pression sur l'appareil du parti démocrate pour qu'on inclue des éléments de son programme dans celui du Parti lors de la Convention qui aura lieu fin juillet. Et justement, au moment même où j'écris ces lignes, Bernie vient de réussir, malgré l'opposition initiale de son parti, à nommer une majorité d'hommes pro-

gressistes au comité du Parti qui rédigera son programme à la convention.

Deuxième surprise : Donald Trump encore (voir la fin de ma dernière *Lettre*) Malgré l'antipathie qu'il provoque dans une grande partie de la population et surtout chez les femmes, malgré les réserves de la *billionaire class* à l'égard de cet homme ignare, impétueux et imprévisible² (de gros donateurs comme les frères Koch ont laissé entendre qu'ils ne contribueraient pas à sa campagne mais qu'ils porteraient leurs efforts, c'est-à-dire leur argent, sur la campagne sénatoriale), malgré la consternation des éléments traditionnels de son propre parti (il est dénoncé par deux anciens candidats Républicains à la présidence, par d'éminents sénateurs et par des gouverneurs Républicains bien connus aussi), il a quand même laminé les quinze autres candidats dans les primaires du Parti Républicain. Son nationalisme « populiste » attire des millions d'électeurs et pas seulement dans le Lumpenprolétariat. L'un des plus forts experts en analyse statistique, Nate Silver, réfute ce mythe très répandu auquel j'avais moi-même souscrit : les supporters de Trump sont en réalité plus riches que la moyenne des votants. Qu'ils aient ou non des perspectives d'avenir (voir plus loin) est une autre question.

« Populiste » ? Histoire de vocabulaire. L'économiste Paul Krugman fait remarquer qu'on qualifie Trump de « populiste » alors que chacune des mesures concrètes qu'il propose (lesquelles sont de fait assez rares) ferait s'enrichir davantage les riches aux dépens des ouvriers. Les adeptes de Trump refuseraient de le croire, car « Ils nous mentent tous, sauf Trump. » Autre question de vocabulaire : les médias appellent Trump un *outsider*, quelqu'un qui vient de l'extérieur du monde politique. Il n'a jamais occupé de poste élu, un élément positif aux yeux de ceux qui ont perdu confiance dans « le Système ». Mais on qualifie aussi Bernie Sanders d'*outsider*, alors qu'il a été quatre fois élu maire de la ville de Burlington puis député (membre de la *House of Representatives*) pendant seize ans avant d'être élu au Sénat. *Outsider*, parce que ses idées ne sont pas conformes à celles du monde politique traditionnel aux États-Unis ?

Le slogan de Trump est très simple : « Rendre à l'Amérique sa grandeur. » (*Make America great again*), facilement décodable comme « Rendre à l'Amérique sa blancheur » (*Make America white again*) après la « catastrophe Obama » et la présence de millions d'immigrés bronzés. Slogan qui a la

force de la simplicité et l'attrait du nationalisme. Pour des millions de Blancs, ça marche. Comme la montée des partis européens d'extrême droite le montre, l'idée d'une culture nationale restaurée, débarrassée de l'influence des immigrés (et chez nous, de celle des Noirs) et de l'emprise des grosses multinationales et de la mondialisation plaît à beaucoup de gens. De même que l'idée de préserver des emplois pour les citoyens nés aux E.-U. qui font partie de la culture et de la « race » majoritaire. Si notre taux de chômage (moins de 5 %) ferait rêver François Hollande, nombreux sont les travailleurs sous-employés, ou qui travaillent pour notre lamentable salaire minimum : environ 7 euros de l'heure selon la loi fédérale.³ Surtout, beaucoup ne voient pas que leur avenir et celui de leurs enfants sera meilleur. C'est le contraire du rêve américain et aussi de notre expérience historique depuis les années quarante. On peut s'en prendre à l'inégalité installée par le système économique (« le jeu est truqué » disent la Sénatrice Elisabeth Warren et Bernie Sanders qui proposent de le changer profondément) ou bien aux changements culturels : un Président noir, des immigrés à la peau brune, les femmes qui demandent le droit à l'avortement, les homosexuels qui réclament les mêmes droits que les autres citoyens, le « politiquement correct » donc l'interdiction culturelle sinon légale de proférer des insultes racistes... C'était mieux « avant, » n'est-ce pas ? dit Trump. Lui aussi tonne à sa manière contre « le Système », tout milliardaire qu'il soit, et surtout contre les médias, qui seraient ligüés contre lui. D'ailleurs, disent bien des gens – je l'ai entendu plusieurs fois – à la différence des autres politiciens, on ne peut pas l'acheter, il n'a pas besoin de l'argent des gros. L'idée ne leur vient pas, à ses supporters, que « les gros » n'ont pas besoin de l'acheter, il est déjà de leur côté.

Il ne faut pas sous-estimer Trump, écrit Elisabeth Drew, observatrice rodée de la scène politique : c'est surtout un bonimenteur, un vendeur de choc expert en marketing⁴, et ce qu'il vend, ce qu'il sait vendre, est bien moins un programme qu'une *marque*, une marque plus grande que la vie, la marque « Trump » Il a aussi l'art d'affubler ses adversaires de titres peu flatteurs, de créer pour ainsi dire une marque négative : « Ted le menteur » (*Lying Ted*) répété à satiété dans les primaires pour parler du Sénateur Ted Cruz, « Marco le Petit » (*Little Marco*) pour le Sénateur Marco Rubio. On peut bientôt s'attendre à « Hillary la Malhonnête » (*Crooked Hillary*).

...et Hillary ?

« Malhonnête », Hillary Clinton ? Cette épithète pourrait bien lui coller à la peau. Une bonne partie de la population se méfie déjà d'elle. Souvenons-nous de la vieille affaire de Whitewater : Bill et

Hillary n'ont jamais échappé à l'accusation de pratiques financières douteuses. Plus récemment, il y a l'affaire de Benghazi où il semble bien qu'elle ait menti lorsqu'elle était ministre des Affaires étrangères : (rien de commun, soit dit en passant, avec les bobards énormes et constants inventés par Donald Trump au cours de sa campagne), juste après la mort de l'ambassadeur américain dans une attaque terroriste. Les Républicains la tiennent responsable de sa mort, ce qui est sans doute faux, mais cette accusation et le fait qu'elle ait utilisé son courriel privé pour des affaires relatives au Département d'État, négligence qui a pu entraîner la divulgation de secrets d'État, ont été largement répandus – y compris au cinéma, pour l'affaire de Benghazi. Ses changements de position n'inspirent pas confiance non plus : au Sénat, bien qu'elle l'ait regretté six ans plus tard, elle a voté pour l'invasion de l'Irak (Sanders était contre); elle était pour le Keystone XL Pipeline (l'énorme oléoduc qui aurait transporté le pétrole et le gaz de schiste du Canada aux États-Unis, projet finalement annulé par le Président Obama) et elle est maintenant contre ; elle était pour les divers traités de commerce international favorisant les grandes entreprises au détriment des ouvriers qui risquent de perdre leur emploi et elle est maintenant contre (Sanders s'y est toujours opposé), etc... Surtout, et là elle est fortement critiquée par Bernie Sanders, qui s'abstient en général de s'attaquer directement à sa rivale, elle accepte volontiers l'argent des grandes institutions financières de Wall Street. Voire elle le recherche. Ses discours de campagne où elle affirme défendre les classes moyennes peuvent parfois paraître opportuniste et sonner creux.

Même le soutien des femmes n'est pas si sûr. Que les Républicaines ne la portent pas dans leur cœur, cela va sans dire. Mais à la surprise des politologues, les femmes Démocrates sont divisées : les jeunes sont plutôt pour Bernie, y compris les jeunes femmes noires en dépit du fait que l'électorat noir en général est pour Hillary. Les femmes plus âgées, quelle que soit leur race, se rappellent les luttes passées pour l'égalité des femmes et comme Hillary Clinton était



un peu leur championne, elles ont tendance à soutenir sa campagne. Une femme Présidente des États-Unis, la toute première, ce serait tout de même historique...

Il n'empêche qu'un journaliste a pu dire récemment, sondages à l'appui, que de tous les candidats les moins aimés de l'histoire des États-Unis Hillary Clinton arrive à la deuxième place. La bonne nouvelle pour elle, dit-il, c'est que Donald Trump, lui, arrive en tête. Certains sondages récents montrent déjà qu'il talonne Clinton dans les résultats de l'élection présidentielle à venir. Effrayant.

« Dirty Tricks »

De sales tours, en effet : les moyens plus ou moins licites par lesquels Trump et le Parti Républicain, largement minoritaire par rapport aux Démocrates, peuvent espérer gagner les élections de 2016 ont déjà été mis en œuvre. Il s'agit de faire rayer des listes électorales les parties de la population peu enclines à voter Républicain, ou du moins de les décourager de voter. Depuis un an on a vu naître des *voter I.D. laws*, ces lois promulguées dans certains états qui obligent les électeurs à s'inscrire sur les listes électorales uniquement avec la présentation d'un permis de conduire ou d'une autre pièce d'identité officielle avec photo. (Rappelons que nous n'avons pas de carte nationale d'identité et que ce sont les états qui fixent les modalités du vote.) Or, pour bien des gens, obtenir ces documents coûte trop cher. Et la Cour Suprême, conservatrice dans sa majorité, a refusé de déclarer que les *voter I.D. laws* violaient la Constitution.

Ailleurs, on crée trop peu de bureaux de vote dans des quartiers latinos ou noirs ; c'est la raison pour laquelle, dans certains quartiers, les gens ont dû faire la queue pendant cinq heures pour pouvoir voter aux primaires de l'Arizona. Dans l'état de New York, des « bugs » informatiques ont mystérieusement fait disparaître un certain nombre d'électeurs de la liste. Il s'agissait cette fois de défavoriser le Sénateur Sanders à l'intérieur du Parti Démocrate, car c'était dans des quartiers où il devait faire un bon score. D'autres coups tordus à craindre. Les Démocrates et ceux qui soutiennent Sanders dans les primaires font ce qu'ils peuvent pour s'y opposer.

Le « legs » du Président Obama

President Obama's legacy. Ce qu'on pense du gouvernement Démocrate sortant pèsera sur la campagne, c'est une évidence.

Lorsqu'on entend certaines des « critiques » (le terme « insultes » serait plus juste) adressées à notre président, on est tenté de le soutenir en bloc, d'autant plus que c'est l'orateur le plus éloquent que le pays ait connu depuis Lincoln. Un candidat Républicain pour le Sénat dans l'état de Floride, par exemple, a

pu dire que « Cet animal a systématiquement détruit le pays »; quand on lui a reproché ce propos empreint de racisme il a seulement répondu: « J'aurais pu dire 'cet oiseau.' »

Il faut quand même reconnaître qu'il y a réellement beaucoup à déplorer dans l'action du gouvernement Obama. Du sauvetage de Wall Street (le *Wall Street bailout*) en 2008 ou plutôt des conditions de son sauvetage, aux déportations massives de sans-papiers (aucun gouvernement avant celui-ci n'en a expulsé autant), de sa « politique » étrangère d'assassinats ciblés avec leurs taux de victimes innocentes à sa farouche défense d'une politique de non-transparence et de surveillance massive dont le cas d'Edward Snowden n'est que le plus connu, le bilan est lourd.

Mais l'administration Obama a aussi beaucoup fait, compte tenu de l'opposition totale et constante des Républicains majoritaires au Congrès, pour réduire les inégalités les plus choquantes. L'*Obamacare* subventionne les travailleurs qui ne peuvent pas payer leur assurance maladie à l'aide d'impôts prélevés sur les plus riches. Paul Krugman fait remarquer que l'impôt sur le « 1 % » a augmenté sous Obama jusqu'à atteindre son niveau d'avant le Président Reagan, « une chose que personne ne semble savoir. » La loi Dodd-Frank, votée sous Obama, a beaucoup fait pour limiter les gains et le pouvoir de Wall Street. Pas assez, certes, mais comme c'est assez pour faire hurler les banquiers, dit Krugman, c'est bon signe. Et un nouveau règlement du *Department of Labor* augmente de façon significative le nombre de travailleurs qui ont droit à une rémunération accrue pour des heures supplémentaires.

Bernie Sanders a dit qu'il abolirait l'*Obamacare* pour le remplacer par un système de santé semblable à celui qui existe en Europe (et au Canada) ; Hillary Clinton a promis de l'étendre. Ici comme ailleurs elle proclame son intention de « poursuivre l'œuvre du Président Obama ». L'abolir et tout privatiser, c'est la promesse de tous les Républicains. Y compris de Trump, avec en prime celle de construire un mur entre les États-Unis et le Mexique (3 021 kilomètres) et autres idées semblables. Il est à espérer que ce sont les intentions de Madame Clinton qui seront réalisées, aussi modestes soient-elles.

David BALL
dball@smith.edu

Notes:

1. Les grandes chaînes de télévision ont consacré au moins trente fois moins de temps à Bernie Sanders qu'à Donald Trump – des heures et des heures d'interviews, par exemple, où il pouvait s'épancher librement. Trump, avoua le président d'une des chaînes, est une aubaine pour leur audimat.
2. *A loose cannon*, dit-on, image qui vient du canon libéré de ses amarres qui roule sur le pont d'un bateau.

3. Le salaire minimum est plus élevé dans certains états, bien plus élevé dans certaines villes, et actuellement l'enjeu de luttes ponctuelles intenses, notamment chez Walmart et McDonald's. Il faut toujours se souvenir que les États-Unis est un pays très décentralisé.

4. Mais, comme l'a observé Mitt Romney (candidat malheureux pour la présidence en 2012), il est loin d'être un grand homme d'affaires : Trump a hérité de quelques 200 millions de dollars, plusieurs de ses entreprises ont fait faillite et sa fortune personnelle n'est pas plus importante que s'il avait simplement investi son héritage à la Bourse.

5. On voit surgir sur des sites internet qui n'ont aucun rapport avec la politique cette pub, exemple parfait d'une réponse contenue dans la question : *Do you think Hillary Clinton should be imprisoned for her crimes against America ?* « Pensez-vous qu'Hillary Clinton doive être emprisonnée pour ses crimes contre l'Amérique ? »

6. Notons toutefois que la plupart de l'électorat n'est ni l'un ni l'autre mais s'inscrit comme « Indépendant ».

La Révolution prolétarienne

REVUE FONDÉE PAR
PIERRE MONATTE EN 1925

Parmi les collaborateurs depuis la création

Alfred Rosmer
Robert Louzon
Maurice Chambelland
Ferdinand Charbit
Roger Hagnauer
Simone Weil
Gaston Ferdière
Albert Camus
Jean-Paul Finidori
Simon Rubak
Raymond Guilloré
Gilbert Walusinski
Marcel Martinet
Jean-Daniel Martinet
Roger Lapeyre
Jean et Josette Cornec
Jacques Reclus
Nicolas Faucier
Jacques Gallienne
Robert Debré
Jean-Louis Bureau
Roger Bossière
Georges Lamizet
Félix Franc,
Marc Rosentaub
Jacques Ruffié
Albert Memmi
Pierre Aubery
Paul Heutching
Jacques Faure
Daniel Béresniak
Jacques Simon
Laurent Préziosi
Pierre Roubin
Rolland Hénault
Pierre Ajavon
Jean Moreau
Alain Tizon
Jacques Demorgon
Jean-Kely Paulhan
Gabriel Fontenoy
Pierre Verhas
David Ball

etc...

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com

Equipe de la revue:

P. Busquets, Q. Dauphiné, S. Julien, F. Moreau, J.-K. Paulhan.



Il y a cent ans, Pierre Monatte dans les tranchées (mai 1916)

Abonnements – Réabonnements (23 euros)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution Prolétarienne CCP : 8044 64 Y PARIS, adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville